

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

120^e année

9 juillet

1988

No 28

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

120^e année
9 juillet 1988
No 28

Sommaire

Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'
Avis divers
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le
Compagnies, Loi sur les
Compagnies étrangères, Loi sur les
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les
Inspecteur général des institutions financières
Loi électorale
Ministères, Avis concernant les
Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les
Services de santé et les services sociaux, Loi sur les
Société d'habitation du Québec, Loi sur la
Syndicats professionnels, Loi sur les
Ventes par licitation
Ventes par shérif
Ventes pour taxes, avis de publication

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde

publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication

Le tarif de publication est de 0,70 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

Prix à l'exemplaire

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4,40 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Division de la *Gazette officielle*
1279, boul. Charest Ouest, 9^e étage
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 643-1328

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements

Partie 1 « Avis juridiques »: 53 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 77 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 77 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Ministère des Communications
Service des abonnements
531, rue Deslauriers
Saint-Laurent H4N 1W2
Téléphone: (514) 337-8361

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

TABLES DES MATIÈRES

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES LAURENTIDES	2703
---	------

AVIS DIVERS

COMMISSION SCOLAIRE LES ÉCORES (<i>Rachat d'obligations</i>)	2703
COMMISSION SCOLAIRE LES ÉCORES (<i>Rachat d'obligations</i>)	2703
COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DES VIEILLES-FORGES (<i>Rachat d'obligations</i>)	2704
CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH D'ASBESTOS (<i>L.P.</i>)	2704
CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH D'ISSOUDUN (<i>L.P.</i>)	2704
CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE DE PRICE (<i>Mutations immobilières</i>)	2705
GRAND SÉMINAIRE DE CHICOUTIMI (<i>L.P.S.</i>)	2705
SECRETARIAT DU CONSEIL DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT EN TRANSPORT (<i>Siège social</i>)	2705
SUCCESSION ALVINA PACKWOOD (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	2705
SUCCESSION ÉLOI LAROCHELLE (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	2705
VILLE DE ROXBORO (<i>Rachat d'obligations</i>)	2705
VILLE DE SAINT-GEORGES (<i>Rachat d'obligations</i>)	2706
VILLE DE SAINT-GEORGES (<i>Rachat d'obligations</i>)	2706

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

Ali Korhani	2706
Antonio Zito	2707
Cecelia Patricia Jones	2707
Doris Margaret Allen	2707
Émile Mario Mongiat	2707
Francesco Giglio Zito	2707
John Kabano	2707
Joseph Gilles Dominique Guestier	2707
Joseph Jacques Raymond Martin Guestier	2707
Joseph Roger Réjean Dumais	2708
Louis Alex Verdoni	2708
Marie Carole Emmanuelle Desormeaux	2708
Marie Stella Lisette Lyssa Diotte	2708
Nancy Ann Brière	2708
Timothy Clarence Eaton	2708

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

DEMANDES

Alfred René Homestead	2708
Aurelie Larivière Leduc	2708
Barbara Rosenthal	2709
Dao Tu Huyen	2709
Élaine Catherine Mavrokefalos	2709
Georges William Hanley alias Anderson	2709
Ginette Dorée dite Frenette	2709
Joseph Adélaré Janvier Delamarre	2709
Joseph Adélaré Régis	2709

Joseph Jean-Claude Asselin dit Lebel	2709
Joseph Laurier Paul Gaertin	2710
Joseph Thélesphore Jean Girard	2710
Julie Thérèse Brenie	2710
Marie Hélène Sophie Françoise Audet-Lapointe	2710
Marie Louise Gagnon	2710
Marie Madeleine Cécile Fontaine	2710
Marie-Madeleine Desrosiers	2710
Marie Pierrette Sylvie Cadoret	2710
Marie Noëlla Claudette Jeannette Clémentine Boutin	2711
Mourad Kheddar	2711
Nizar Nabhan	2711
Nguyen Thi ai	2711
Pierre (dit Peter) Villeneuve	2711
Quoc Hung Huynh	2711
Ruth Trépanier	2711
Simon Stamos	2711
Stéphane Langlois	2712
Winifred Ann O'Callaghan	2712

COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION

WALTER KIDDE & COMPAGNIE DU CANADA, LTÉE (<i>Erratum</i>)	2760
--	------

COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES DE FUSION (Articles 18 et 224)

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DU SPORT ÉTUDIANT (<i>Erratum</i>)	2760
---	------

COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES

DISSOLUTION — DEMANDES DE

1480-3308 QUÉBEC INC.	2738
2168-6399 QUÉBEC INC.	2738
2331-0238 QUÉBEC INC.	2739
2436-7617 QUÉBEC INC.	2739
2524-2934 QUÉBEC INC.	2739
ACTION TRAVAIL CLORIDORME	2739
ARMAND FISET INC.	2739
AUDIOSONIQUE (CANADA) INC.	2739
AUTO & CAMION R. D. M. INC.	2739
CANADIAN AUDIOSONIC INC.	2739
CO-PROPRIÉTÉ 660 LANGLOIS INC.	2739
CORPORATION IMMOBILIÈRE SELLI	2742
COURRIER-RIVIÈRE LTÉE	2740
CRAVAT (MONTREAL) INC.	2740
EMBELLISSEMENTS ROY & FOURNIER INC.	2740
ESCULANOR LTÉE	2740
FERME MIRKA INC.	2740
GARAGE YVON FAUBERT INC.	2740
GESTIONS KRAON INC.	2740
GESTION M. CHARRIER INC.	2740
HARVEY & THIVIERGE LTÉE	2741
JEAN-PIERRE CRÉATIONS DE PARIS INC.	2741
LA PETITE HALLE INC.	2741
L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES A.P.V.C. INC.	2741
LEE'S SUPERMARKET INC.	2743
LES CONSTRUCTIONS GAGNÉ ET TREMBLAY INC.	2741
LES ENTREPRISES STANLEY HORNE LTÉE	2741
LES IMMEUBLES CADILLAC LIMITÉE	2741
L'ÉVEIL DE LAVAL INC.	2742
ORGUES D'ÉGLISE DOMINIQUE BOULET (1978) INC.	2742

REGROUPEMENT DES ASSOCIATIONS POUR PERSONNES HANDICAPÉES DE LA CÔTE SUD INC.	2742
SALON DE BRONZAGE D.D. INC.	2742
SECURIGESCO LTÉE	2742
SELLI REALTY CORPORATION	2742
SERVICE DE CONSULTANTS AUTOCHTONES INC.	2742
STEESONS INC.	2742
SUPERMARCHÉ LEE INC.	2743
TRANSACTION INTERNATIONALE SAHARA ROSE INC.	2743
VEROSAM INC.	2743
VÊTEMENTS DE SPORT G & P INC.	2743

COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION	2713
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION	2714
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION	2716
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION	2716

COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTÉS	2727
LETTRES PATENTES DE FUSION (Articles 18 et 224)	2732
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	2732

COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES

CHANGEMENT DE SIÈGE SOCIAL (Article 87)	2734
CHANGEMENT DU DOMICILE LÉGAL — ÉTABLISSEMENT OU (Article 32)	2735
CHANGEMENT DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS (Article 87)	2736
DISSOLUTION (Article 28)	2736

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES

CHANGEMENTS	2743
-------------	------

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES

REPRISE D'EXISTENCE (AVIS DE)	2751
-------------------------------	------

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES

PERMIS DE FAIRE AFFAIRES	
FINANCEMENT IMMOBILIER CAPITAL GÉNÉRALE ÉLECTRIQUE INC. (Permis de sociétés de prêts et de placements)	2746

DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES

AMENDEMENT

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ST-VINCENT ENR.	2746
---------------------------------------	------

DISSOLUTION

AIR NORDIQUE INC.	2746
COGESCO MINERAL PARTNERSHIP 1987 AND COMPANY	2747
F & G 1987 MINING EXPLORATION AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	2747
JOURNEY'S END RIMOUSKI AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	2748
MUSCOCHO 1980-81 AND COMPANY LIMITED	2748
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BOUCHERVILLE	2747
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPLORATION MINIERE F & G 1987	2747
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPLORATION MINIERE F & G II 1987	2747
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPLORATION MINIERE QUATUOR 1987	2747
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE JOURNEY'S END, RIMOUSKI	2748
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINIERE COGESCO 1987	2747
SOCIÉTÉ EN COMANDITE MUSCOCHO 1980-81	2748

FORMATION

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BOVI 2000-II	2748
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DUQUESNE-RADISSON	2748

INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ASSURANCES — LOI SUR LES

MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE VIE (Modification de permis)	2749
SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET LES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE — LOI SUR LES	
SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE MÉTROPOLITAINE INC. (Continuation)	2749

LOI ÉLECTORALE

DÉPUTÉS ÉLUS

ANJOU, René Serge Larouche	2750
ROBERVAL, Gaston Blackburn	2750

MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES

INDUSTRIE ET DU COMMERCE

HEURES D'AFFAIRES

BOUTIQUE DELLA (Autorisation)	2750
MUNICIPALITÉ DE MONT-TREMBLANT (Autorisation)	2750
VILLE DE SAINT-JOVITE (Autorisation)	2750

MAIN-D'OEUVRE ET DE LA SÉCURITÉ DU REVENU

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS (Nomination)	2750
---	------

**SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES
SOCIAUX — LOI SUR LES**

CENTRE D'ACCUEIL-SERVICES D'INTÉGRATION
SOCIALE DE MONTRÉAL (*Annulation de L.P.*) 2752

**SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC —
LOI SUR LA**

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE
SAINTE-MARCELLINE-DE-KILDARE (*L.P.*) 2753

**SYNDICATS PROFESSIONNELS —
LOI SUR LES**

SYNDICAT U.P.A. ST-SIMÉON-GASCONS (*Changement
de nom*) 2753

VENTES PAR LICITATION

CARON c. VILLEMAIRE 2753

VENTES PAR SHÉRIF

ABITIBI

REVENU CANADA IMPÔT c. HOTEL REDO INC. 2754
CAISSE POPULAIRE DE SENNETERRE c. VALLIÈRES 2754

BEAUHARNOIS

OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c.
BEAULIEU 2755
OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c.
KRUIJEN 2756

BONAVENTURE

OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c. CYR 2756

MINGAN

BANQUE DE MONTRÉAL c. BOUDREAU 2757

MONTRÉAL

COMTOIS (LAPLANTE) c. LAPLANTE 2758
ROYAL TRUST CORPORATION OF CANADA c.
GORBICZ 2758

TERREBONNE

REVENU CANADA IMPÔT c. GIANOULIAS 2759
LA CORPORATION MUNICIPALE DE
SAINTE-AGATHE-SUD c. VERMOLEN 2759

**VENTES POUR TAXES, AVIS DE
PUBLICATION**

VILLE DE SAINT-EUSTACHE 2760



AVIS JURIDIQUES

**Aménagement et l'urbanisme —
Loi sur l'****Municipalité régionale de comté des Laurentides**

En vertu de l'article 70 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je désavoue une partie du Règlement numéro 51-88, en particulier l'article 5.7. Le Règlement de modification numéro 51-88, adopté le 10 mars 1988, a pour effet de modifier le Règlement de contrôle intérimaire de la municipalité régionale de comté des Laurentides.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*. Par conséquent, le Règlement numéro 51-88, à l'exception des dispositions désavouées, entrera en vigueur à l'expiration du délai de 90 jours suivant sa réception, soit le 12 juillet 1988.

Québec, le 29 juin 1988

Le ministre des Affaires municipales,

PIERRE PARADIS

487

Avis divers**Commission scolaire Les Écores
Rachat d'obligations**

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie légale du Canada de l'émission désignée: « Commission scolaire Les Écores, émission de 513 000 \$ composée de 339 000 \$ d'obligations en série — 7,5 % — échéant 1969/1978 et 174 000 \$ d'obligations à terme 20 ans — 7,5 % échéant 1988 de la Commission scolaire Les Écores, Laval, province de Québec, Canada ».

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission scolaire Les Écores a l'intention de racheter et rachètera, pour fins d'amortissement le 1^{er} septembre 1988, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes comme mentionné ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100 % de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations entièrement immatriculées portant le préfixe M, rachetables le 1^{er} septembre 1988 jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant vis-à-vis chacun des numéros suivants:

M-354, M-355, M-363, M-370, M-417*, M-421, M-425, M-431, M-433, M-435, M-445, M-446, M-450, M-453, M-454, M-462, M-463, M-464, M-467, M-472, M-474, M-483, M-491, M-494.

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie légale du Canada, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, et dans le cas d'obligations à coupons, avec tous les coupons échéant après le 1^{er} septembre 1988 attachés.

Avis public est aussi, par les présentes, donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations présentement appelées pour paiement, cessera de s'accroître le et après le 1^{er} septembre 1988.

Laval, le 29 avril 1988

56788

Le directeur général,
ACHILLE CORBO

**Commission scolaire Les Écores
Rachat d'obligations**

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie légale du Canada de l'émission désignée: « Commission scolaire de St-François-de-Laval, émission de 175 000 \$ composée de 87 000 \$ d'obligations en série — 7,5 % — échéant 1969/1978 et 88 000 \$ d'obligations à terme 20 ans — 7,5 % — échéant 1988 de la Commission scolaire Les Écores, Laval, province de Québec, Canada ».

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission scolaire Les Écores a l'intention de racheter et rachètera, pour fins d'amortissement le 1^{er} août 1988, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes comme mentionné ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100 % de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations entièrement immatriculées portant le préfixe M, rachetables le 1^{er} août 1988 jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant vis-à-vis chacun des numéros suivants:

M-087, M-102, M-110, M-117, M-119, M-121, M-125, M-146, M-159, M-160, M-167, M-169.

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie légale du Canada, sur présentation et remise

des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, et dans le cas d'obligations à coupons, avec tous les coupons échéant après le 1^{er} août 1988 attachés.

Avis public est aussi, par les présentes, donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations présentement appelées pour paiement, cessera de s'accroître le et après le 1^{er} août 1988.

Laval, le 29 avril 1988

56789

Le directeur général,
ACHILLE CORBO

Commission Scolaire Régionale des Vieilles-Forges Rachat d'obligations

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la Commission Scolaire Régionale des Vieilles-Forges rachètera, le 1^{er} août 1988, un montant de 142 000,00 \$ d'obligations de son émission originale de 1 650 000,00 \$, datée du 1^{er} août 1969, et portant au taux d'intérêt de 8½ % l'an payable semi-annuellement les 1^{er} février et 1^{er} août de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 1 000,00 \$:

M 00980, M 00989, M 00990, M 01004, M 01008,
M 01011, M 01021, M 01024, M 01036, M 01037,
M 01040, M 01041, M 01042, M 01044, M 01050,
M 01051, M 01052, M 01054, M 01055, M 01063,
M 01078, M 01088, M 01094, M 01095, M 01103,
M 01105, M 01107, M 01112, M 01115, M 01117,
M 01126, M 01127, M 01132, M 01139, M 01145,
M 01146, M 01154, M 01155, M 01162, M 01166,
M 01171, M 01173, M 01177, M 01179, M 01182,
M 01184, M 01186, M 01192, M 01193, M 01210,
M 01216, M 01224, M 01235, M 01239, M 01243,
M 01250, M 01257, M 01258, M 01261, M 01262,
M 01272, M 01278, M 01284, M 01290, M 01291,
M 01292, M 01303, M 01306, M 01308, M 01315,
M 01316, M 01318, M 01332, M 01336, M 01338,
M 01339, M 01344, M 01345, M 01352, M 01354,
M 01364, M 01367, M 01368, M 01370, M 01373,
M 01375, M 01376, M 01382, M 01390, M 01393,
M 01397, M 01398, M 01407, M 01410, M 01412,
M 01413, M 01414, M 01418, M 01424, M 01425,
M 01426, M 01429, M 01432, M 01434, M 01446,
M 01449, M 01454, M 01458, M 01459, M 01460,
M 01461, M 01462, M 01464, M 01476, M 01482,
M 01483, M 01489, M 01508, M 01509, M 01511,
M 01515, M 01516, M 01518, M 01523, M 01526,
M 01528, M 01536, M 01537, M 01538, M 01539,
M 01545, M 01552, M 01559, M 01560, M 01570,
M 01571, M 01577, M 01579, M 01580, M 01594,
M 01603, M 01606, M 01612.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} août 1988 et devront être présentées pour remboursement.

56806

Le directeur général,
PAUL BEAULIEU

Congrégation des Témoins de Jéhovah d'Asbestos

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 2), il a accordé des lettres patentes, en date du 1988 06 10, constituant en corporation les requérants suivants: M. Herbert Janzen, commis-voyageur, 801, route 255, Danville; M. Jean-Louis Migneault, traducteur, 175, chemin des Canadiens, Danville et M. Denis Dumais, entrepreneur en entretien, 26, chemin Pinacle, Danville, sous la dénomination sociale « Congrégation des Témoins de Jéhovah d'Asbestos ».

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 500 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 535, route 116, Danville, district judiciaire de Saint-François.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2553-7689

482

Congrégation des Témoins de Jéhovah d'Issoudun

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 2), il a accordé des lettres patentes, en date du 1988 06 10, constituant en corporation les requérants suivants: M. Gilles Bernier, entrepreneur en entretien, 1096 rue Baron, Saint-Agapit; M. Christian Mosiman, agriculteur, 317, rang 1, Joly et M. Jean-Paul Tremblay, commissionnaire, 12, des Saules, Saint-Étienne, sous la dénomination sociale « Congrégation des Témoins de Jéhovah d'Issoudun ».

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 500 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 411, rang Bois-Francis, Issoudun, district judiciaire de Québec.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2553-7697

482

Village de Price

Prenez avis qu'en vertu de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (1976, c. 30), lors d'une séance régulière, tenue le 6 juin 1988, le Conseil de la corporation municipale du village de Price a adopté le Règlement numéro 181, intitulé « Règlement concernant l'imposition et la perception d'un droit sur les mutations immobilières », et que ledit règlement entrera en vigueur le quinzième jour suivant la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Price, le 16 juin 1988

56775

La secrétaire-trésorière,
LOUISE FURLONG

Grand Séminaire de Chicoutimi

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., c. E-17), il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 1988 06 10 à la corporation « Grand Séminaire de Chicoutimi », modifiant les lettres patentes.

482

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
1291-3299

Secrétariat du Conseil de la recherche et du développement en transport

Avis est, par la présente, donné, tel que requis à l'article 9.1 (Loi des transports, 1985, c. 35, a. 62) que le Conseil de la recherche et du développement en transport a établi son secrétariat au 6455, avenue Christophe-Colomb, Montréal, H2S 2G5.

Montréal, le 15 juin 1988

56774

Le secrétaire général,
Lois LACHAPPELLE

Succession Alvina Packwood

Avis est, par les présentes, donné que Théo Martel et Lisette Thibault ont, par acte reçu devant le notaire soussigné en date du 21 juin 1988 et enregistré à Québec, le 22 juin 1988, sous le numéro 1286902

accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de dame Alvina Packwood.

Québec, le 23 juin 1988

56803

Le procureur,
J. DENIS ROY, notaire

Succession Eloi Larochelle

Avis est, par les présentes, donné que dame Louise Caux, ménagère, demeurant au 521, rue Breton, Saint-Bernard, Dorchester, QC, en sa qualité de tutrice de son fils Richard Larochelle, a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de monsieur Éloi Larochelle, en son vivant demeurant au 521, rue Breton, Saint-Bernard, comté de Dorchester, QC., décédé le 11 juin 1987, suivant acte reçu devant Me Robert L'Heureux, notaire au 105, rue de Brébeuf, Saint-Lambert-de-Lauzon, comté de Lévis, QC., en date du 9 juin 1988 et enregistré à Dorchester, le 14 juin 1988, sous le numéro 220254.

Un inventaire des biens du défunt a été fait et peut être consulté à ses bureaux à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, le bénéficiaire paiera les créanciers selon la Loi.

56737

Le procureur,
LORRAINE GRIMARD, notaire

Ville de Roxboro*Rachat d'obligations*

Émission d'obligations de 345 500 \$ datée du 1^{er} août 1968.

Avis public est, par les présentes, donné par le sousigné, que conformément aux modalités de l'émission en titre, la ville de Roxboro rachètera, le 1^{er} août 1988, un montant de 31 000 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 1^{er} août 1988 de son émission d'obligations originale de 345 500 \$, datée du 1^{er} août 1968 et portant un taux d'intérêt de 7½ % l'an payable semi-annuellement les 1^{er} février et 1^{er} août de chaque année.

Les 13 numéros d'obligations ainsi rachetées par voie de tirage au sort sont les suivants:

Valeur nominale de 10 000 \$:

X-002 et X-005.

Total: 20 000 \$.

Valeur nominale de 1 000 \$:

M-217, M-222, M-223, M-226, M-229, M-231, M-236, M-241, M-244, M-250, M-264.

Total: 11 000 \$

Veillez prendre avis que les obligations portant les numéros ci-dessus mentionnés cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} août 1988, et que la valeur en capital de ces obligations sera versée aux détenteurs de ces obligations par toute succursale de la Banque Nationale du Canada dans la province de Québec ou au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario, sur remise desdites obligations, avec tous les coupons d'intérêts y attachés.

Roxboro, le 20 juin 1988.

56751

L'assistante greffier,
SUSAN McKERCHER

Ville de Saint-Georges

Rachat d'obligations

Avis public, est par la présente, donné aux détenteurs des obligations ci-dessus mentionnées, que conformément aux procédures adoptées, la ville de Saint-Georges rachètera, le 1^{er} août 1988, un montant de 12 000,00 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 1^{er} août 1990. Ces obligations font partie de l'émission d'obligation originale de 231 000 \$ datée du 1^{er} août 1971, et portant intérêt au taux de 9½ % l'an, payable semi-annuellement les 1^{er} février et 1^{er} août de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 1 000 \$: numéros

M 167, M 169, M 188, M 191, M 194, M 198, M 203, M 204, M 211, M 213, M 214, M 219.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} août 1988 et devront être présentées pour remboursement.

Saint-Georges, le 14 juin 1988

56807

Le trésorier,
CLÉMENT POULIN

Ville de Saint-Georges

Rachat d'obligations

Avis public, est par la présente, donné aux détenteurs des obligations ci-dessus mentionnées, que conformément aux procédures adoptées, la ville de Saint-Georges rachètera, le 1^{er} juin 1988, un montant de 25 000,00 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 1^{er} juin 1989. Ces obligations font partie de l'émission d'obligation originale de 327 500 \$ datée du 1^{er} juin 1969, et portant intérêt au taux de 8 % l'an, payable semi-annuellement les 1^{er} juin et 1^{er} décembre de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 1 000 \$: numéros

M 192, M 193, M 196, M 201, M 202, M 205, M 207, M 209, M 212, M 223, M 226, M 227, M 228, M 232, M 235, M 237, M 240, M 242, M 255, M 266.

Dénominations de 5 000 \$: numéro V 001.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} juin 1988 et devront être présentées pour remboursement.

Saint-Georges, le 14 juin 1988

56808

Le directeur des finances,
CLÉMENT POULIN

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Accordés

Ali Korhani

Par le certificat numéro 88-249 du 2 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Mohammad-Ali Korhani-Shirazi, né le 23 juillet 1951, en celui de Ali Korhani.

Sainte-Foy, le 16 juin 1988

483

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Antonio Zito

Par le certificat numéro 88-248 du 2 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Antonio Tripodi, né le 9 mai 1968, en celui de Antonio Zito.

Sainte-Foy, le 16 juin 1988

483 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Cecelia Patricia Jones

Par le certificat numéro 88-242 du 19 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Sicity Patricia Jones, née le 19 septembre 1950, en celui de Cecelia Patricia Jones.

Sainte-Foy, le 14 juin 1988

483 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Doris Margaret Allen

Par le certificat numéro 88-255 du 2 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Margaret Doras Wilbur, née le 8 décembre 1925, en celui de Doris Margaret Allen.

Sainte-Foy, le 17 juin 1988

483 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Émile Mario Mongiat

Par le certificat numéro 88-256 du 2 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Mario Mongiat, né le 9 septembre 1940, en celui de Émile Mario Mongiat.

Sainte-Foy, le 17 juin 1988

483 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Francesco Giglio Zito

Par le certificat numéro 88-247 du 2 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Francesco Giglio Tripodi, né le 10 mai 1964, en celui de Francesco Giglio Zito.

Sainte-Foy, le 16 juin 1988

483 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

John Kabano

Par le certificat numéro 88-245 du 19 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de John Twagirayezu, né le 20 février 1954, en celui de John Kabano.

Sainte-Foy, le 14 juin 1988

483 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Gilles Dominique Guestier

Par le certificat numéro 88-253 du 2 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Gilles Dominique Éthier, né le 29 avril 1967, en celui de Joseph Gilles Dominique Guestier.

Sainte-Foy, le 17 juin 1988

483 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Jacques Raymond Martin Guestier

Par le certificat numéro 88-252 du 2 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-Jacques-Raymond Martin Éthier, né le 21 avril 1965, en celui de Joseph Jacques Raymond Martin Guestier.

Sainte-Foy, le 17 juin 1988

483 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Roger Réjean Dumais

Par le certificat numéro 88-250 du 2 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Roger Bérard, né le 28 décembre 1953, en celui de Joseph Roger Réjean Dumais.

Sainte-Foy, le 16 juin 1988

483

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Louis Alex Verdoni

Par le certificat numéro 88-254 du 2 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Luigi Giuseppe Alessio Verdone, né le 15 juillet 1943, en celui de Louis Alex Verdoni.

Sainte-Foy, le 17 juin 1988

483

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Carolle Emmanuelle Desormeaux

Par le certificat numéro 88-244 du 19 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Gemma Carole Desormeaux, née le 21 août 1962, en celui de Marie Carolle Emmanuelle Desormeaux.

Sainte-Foy, le 14 juin 1988

483

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Stella Lisette Lyssa Diotte

Par le certificat numéro 88-241 du 19 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Stella Lizette Diotte, née le 22 septembre 1943, en celui de Marie Stella Lisette Lyssa Diotte.

Sainte-Foy, le 14 juin 1988

483

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Nancy Ann Brière

Par le certificat numéro 88-251 du 2 juin 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom

de Caroline Emslie Brière, née le 31 octobre 1968, en celui de Nancy Ann Brière.

Sainte-Foy, le 16 juin 1988

483

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Timothy Clarence Eaton

Par le certificat numéro 88-243 du 19 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Timothy Clarence Bédard, né le 30 août 1963, en celui de Timothy Clarence Eaton.

Sainte-Foy, le 14 juin 1988

483

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Demandes**Alfred René Homestead**

Prenez avis que Alfred René Homestead, domicilié au 148, rue de Bruxelles, Châteauguay, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Alfred René Thibault.

Châteauguay, le 25 mai 1988

56667-27-2

Le procureur du requérant,
ME CLAUDE MONTPETIT

Aurélie Larivière Leduc

Prenez avis que Aurélie Larivière Leduc, domiciliée au 236, rue Beaumont, Granby, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Réjeanne Larivière Leduc.

Granby, le 20 juin 1988

56779-28-2

La requérante,
AURÉLIE LARIVIÈRE LEDUC

Barbara Rosenthal

Prenez avis que Barbara Rosenthal, domiciliée au 1241, rue Saint-Mark, appartement 7, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jennifer Ross.

Montréal, le 5 juin 1988

56805-28-2

La requérante,
BARBARA ROSENTHAL

Dao Tu Huyen

Prenez avis que Dao Tu Huyen, domicilié au 1700, rue Papineau, appartement 212, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Thomas Dao.

Montréal, le 2 juin 1988

56668-27-2

Le procureur du requérant,
MARC CANTIN, *avocat*

Élaine Catherine Mavrokefalos

Prenez avis que Élaine Catherine Mavrokefalos, domiciliée au 2157, rue Harbour, ville de Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Élaine Catherine Constantinidis.

Montréal, le 20 juin 1988

56780-28-2

Les procureurs de la requérante,
HADJIS & FENG, *avocats*

Georges William Hanley alias Anderson

Prenez avis que Georges William Hanley alias Anderson, domicilié au 89A, 69^e Avenue, LaSalle, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Georges William Anderson.

Montréal, le 1^{er} juin 1988

56725-27-2

Le procureur du requérant,
LUCILLE BRISSON, *avocate*

Ginette Dorée dite Frenette

Prenez avis que Ginette Dorée dite Frenette, domiciliée au 133, rue de l'Église, Donnacona, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ginette Frenette.

Donnacona, le 1^{er} juin 1988

56669-27-2

Le procureur de la requérante,
CLAUDE DUSSAULT, *avocat*

Joseph Adélaré Janvier Delamarre

Prenez avis que Joseph Adélaré Janvier Delamarre, domicilié au 340, rue Bibeau, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Adélaré Janvier Jean-Yves.

Québec, le 3 juin 1988

56670-27-2

Les procureurs du requérant,
PICARD, MARINEAU, ASSELIN

Joseph Adélaré Régis

Prenez avis que Joseph Adélaré Régis, domicilié au 1630, Jeanne-Mance, appartement 1, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Adélaré Potvin.

Québec, le 16 juin 1988

56727-27-2

Les procureurs du requérant,
PICARD, MARINEAU &
ASSELIN, *avocats*

Joseph Jean-Claude Asselin dit Lebel

Prenez avis que Joseph Jean-Claude Asselin dit Lebel, domicilié au 12165, rue Thibault, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Yoland Jean-Claude Lebel.

Québec, le 16 juin 1988

56728-27-2

Le procureur du requérant,
LISE BOITEAU, *notaire*

Joseph Laurier Paul Gaertin

Prenez avis que Joseph Laurier Paul Gaertin, domicilié au 1009, chemin Beaudry, appartement 1, Beaudry, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Laurier Paul Gauthier.

Rouyn-Noranda, le 9 juin 1988

Les procureurs du requérant,
56671-27-2 LAPOINTE, COSSETTE, GUIMONT

Joseph Thélesphore Jean Girard

Prenez avis que Joseph Thélesphore Jean Girard, domicilié au 333, rue Saint-Eustache, Saint-Eustache, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Thélesphore Jean Roger Girard.

Saint-Eustache, le 21 juin 1988

Le requérant,
56781-28-2 JOSEPH THÉLESOPHORE JEAN GIRARD

Julie Thérèse Brenie

Prenez avis que Julie Thérèse Brenie, domiciliée au 333, 8^e avenue, LaSalle, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Julie Thérèse Legros.

Montréal, le 16 juin 1988

Les procureurs de la requérante,
56782-28-2 BARRIÈRE, NEUER &
LESTAGE-DOYON, *avocats*

Marie Hélène Sophie Françoise Audet-Lapointe

Prenez avis que Marie Hélène Sophie Françoise Audet-Lapointe, domiciliée au 167, Pagnuelo, Outremont, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Mylène Audet-Lapointe.

Montréal, le 20 juin 1988

La requérante,
56783-28-2 MARIE HÉLÈNE SOPHIE FRANÇOISE
AUDET-LAPOINTE

Marie Louise Gagnon

Prenez avis que Marie Louise Gagnon, domiciliée au 529, chemin Saint-Roch, Lévis, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Louise Gagnon.

Sainte-Foy, le 21 juin 1988

Les procureurs de la requérante,
56784-28-2 CARDINAL, PÂQUET, BRODEUR,
GAUMOND ET LECOMTE, *avocats*

Marie Madeleine Cécile Fontaine

Prenez avis que Marie Madeleine Cécile Fontaine, domiciliée au 79, rue Vittie, Granby, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Madeleine Cécile Lisette Fontaine.

Granby, le 2 juin 1988

Les procureurs de la requérante,
56724-27-2 NORMANDIN, BRISEBOIS, FAUCHER
& CHOINIÈRE, *avocats*

Marie-Madeleine Desrosiers

Prenez avis que Marie-Madeleine Desrosiers, domiciliée au 21, des Mésanges, Sept-Îles, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie-Madeleine Genniss.

Sept-Îles, le 8 juin 1988

Les procureurs de la requérante,
56672-27-2 DE POKOMANDY, BESNIER & PARVU

Marie Pierrette Sylvie Cadoret

Prenez avis que Marie Pierrette Sylvie Cadoret, domiciliée à rang Dubreuil, La Patrie, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie-Ève Goulimine O'Zarra.

Sherbrooke, le 16 juin 1988

Les procureurs de la requérante,
56785-28-2 LEMAY, LAFLAMME, GERVAIS &
ASSOCIÉS *avocats*

Marie Noëlla Claudette Jeannette Clément Boutin

Prenez avis que Marie Noëlla Claudette Jeannette Clément Boutin, domiciliée au 1297, 2^e Avenue, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Noëlla Claudette Jeannette Clément Jeannine Boutin.

Québec, le 15 juin 1988

Les procureurs de la requérante,
PICARD, MARINEAU, ASSELIN

56673-27-2

Mourad Kheddar

Prenez avis que Mourad Kheddar, domicilié au 3440, Durocher, appartement 203, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Karl Kheddar.

Montréal, le 15 juin 1988

Le requérant,
MOURAD KHEDDAR

56729-27-2

Nizar Nabhan

Prenez avis que Nizar Nabhan, domicilié au 1315, boulevard Jules Poitras, appartement 407, Saint-Laurent, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nick Nabhan.

Saint-Laurent, le 15 juin 1988

Le requérant,
NIZAR NABHAN

56730-27-2

Nguyen Thi Ai

Prenez avis que Nguyen Thi Ai, domiciliée au 1700, rue Papineau, appartement 212, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jacqueline Nguyen.

Montréal, le 2 juin 1988

Le procureur de la requérante,
MARC CANTIN, *avocat*

56674-27-2

Pierre (dit Peter) Villeneuve

Prenez avis que Pierre (dit Peter) Villeneuve, domicilié au 2541, rue Roussel, Chicoutimi, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Peter Villeneuve.

Chicoutimi, le 10 juin 1988

Les procureurs du requérant,
PÉRIGNY, BEAULIEU, VÉZINA,
GAUTHIER & VACHON, *avocats*

56786-28-2

Quoc Hung Huynh

Prenez avis que Quoc Hung Huynh, domicilié au 418, Henri Duhamel, Verdun, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Félix Kwok Hong Wong.

Montréal, le 8 juin 1988

Le requérant,
QUOC HUNG HUYNH

56726-27-2

Ruth Trépanier

Prenez avis que Ruth Trépanier, domiciliée au 232, Bagot, appartement 4, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ruth Trépanier Parise.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Québec, le 14 juin 1988

Le procureur de la requérante,
MICHEL SYLVESTRE, *avocat*

56675-27-2

Simon Stamos

Prenez avis que Simon Stamos, domicilié au 2517, rue Ekers, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Simon Mike Stamos.

Montréal, le 14 juin 1988

Le procureur du requérant,
ALLAN J. GOLD, *avocat*

56787-28-2

Stéphane Langlois

Prenez avis que Stéphane Langlois, domicilié au 11881, rue Dépatie, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Stéphane Leman-Langlois.

Montréal, le 13 juin 1988

56676-27-2

Le requérant,
STÉPHANE LANGLOIS

Winifred Ann O'Callaghan

Prenez avis que Winifred Ann O'Callaghan, domiciliée au 4145, croissant Blueridge, appartement 25, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ruth Bromley O'Callaghan.

Montréal, le 13 juin 1988

56677-27-2

La requérante,
WINIFRED ANN O'CALLAGHAN

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les**Délivrance d'un certificat de constitution**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
1272-7871 L'ASSOCIATION DES PERFUSIONNISTES DU QUÉBEC INC.	1988 06 08	Aucune
1462-5065 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE LA PLAGE SOUTHIÈRE INC.	1988 06 08	Aucune
1572-2283 CLUB DU LAC BRÛLÉ	1988 06 08	La dénomination sociale de la corporation est changée en celle de: CLUB FRANCIS-BRÛLÉ INC.
1641-4807 CORPORATION DE RADIO MONTAGNAISE DE ST-AUGUSTIN INC.	1988 06 08	Aucune
1641-3015 CORPORATION DE RADIO MONTAGNAISE DE MINGAN	1988 06 08	Aucune
1641-2991 CORPORATION RADIO ATTIKAMEK DE MANAWAN	1988 06 08	Aucune
1318-6630 QUÉBEC MASONIC BENEVOLENT ASSOCIATION	1988 06 08	La dénomination sociale de la corporation est changée en celle de: ASSOCIATION MAÇONNIQUE BENEVOLENT DE QUÉBEC (1988) QUÉBEC MASONIC BENEVOLENT ASSOCIATION (1988)

*L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
2540-6737 2540-6737 QUÉBEC INC.	1987 11 03	1988 05 26	FLAMME-O-TECH INC.
1366-2424 ASSURANCES LANGLOIS ET LANGLOIS LTÉE	1975 07 16	1988 06 14	INVESTISSEMENTS GILL ET CAROLE LANGLOIS LTÉE
1464-9412 LES ASSURANCES QUESNEL INC.	1976 02 24	1988 06 09	
1468-5747 BOLDUC, DEMERS, FOURNIER & ASSOCIÉS INC.	1976 07 20	1988 06 14	BOLDUC, DEMERS & ASSOCIÉS INC.
1330-1197 BRODEUR, LÉVESQUE, MAYER INC.	1973 05 15	1988 06 06	SERVICES FINANCIERS MAYER INC.
1137-9559 B. BROUILLET INC.	1964 02 11	1988 06 15	
1279-2255 CENTURY 21 - LES PROPRIÉTÉS ST-PAUL LTÉE	1966 10 19	1988 06 08	CENTURY 21 LES PROPRIÉTÉS ST-PAUL LTÉE CENTURY 21 ST-PAUL PROPERTIES LTD.
1247-4383 CITÉ CONSTRUCTION COMPAGNIE LIMITÉE	1945 06 05	1988 06 08	
1627-8533 COMMUNICATIONS LAURENT DESAUTELS INC.	1978 06 29	1988 07 01	
1366-0121 CONSTRUCTION DENIS GRAVEL INC.	1975 06 30	1988 06 17	
1628-0166 DISTRIBUTION JOHNSON (ROCK FOREST) INC.	1978 07 05	1988 06 13	
1369-3155 LES EMBALLAGES IMPACTS INC.	1974 08 13	1988 06 14	
1359-6861 LES ENTREPRISES GETESSE LTÉE	1974 10 15	1988 06 06	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1466-9923 LES ÉPICERIES ANDRÉ CÔTÉ INC.	1976 05 10	1988 06 14	
1336-9145 LES GALERIES MONTMAGNY INC.	1972 12 20	1988 06 16	GESTION L.R.P.R. INC.
1326-6929 HUARD AUTOMOBILE INC.	1963 01 04	1988 06 14	HABITATIONS ROCK INC.
1135-7753 JEAN BERGERON LTÉE	1960 01 11	1988 06 15	
1177-2746 LES MINES SIGMA (QUÉBEC) LIMITÉE (Libre de Responsabilité Personnelle)	1937 07 26	1988 06 15	LES MINES SIGMA (QUÉBEC) LTÉE SIGMA MINES (QUÉBEC) LTD.
1356-8860 PAVAGE CHABOT INC.	1974 05 27	1988 06 17	
1336-9954 LES PLACEMENTS GIREMAR LTÉE	1972 12 11	1988 06 15	
1369-8881 PRÊT À PORTER CAPUCINE INC.	1974 10 01	1988 06 13	
1292-6457 PRIGESTION INC.	1969 12 19	1988 06 10	
1202-8825 PUB LA HUTTE DE LA SORCIÈRE INC.	1970 05 12	1988 06 13	
1505-5569 SOCIÉTÉ FINANCIÈRE GOSFORD INC.	1976 11 05	1988 06 14	
1207-0207 LES VIANDES VICTORIA INC.	1969 06 23	1988 06 14	
1242-8694 LE VIEUX PUB INC.	1964 05 21	1988 06 13	

L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2618-1628 AMOSPHERE COMPAGNIE LTÉE	AMOSPHERE COMPAGNIE LTÉE 2331-3711 QUÉBEC INC.	1988 06 30	Abitibi
2618-0596 LES ENTREPÔTS ST-ANDRÉ LTÉE	ENTREPÔTS STE-MARIE INC. LES ENTREPÔTS ST-ANDRÉ LTÉE	1988 06 16	Québec
2618-0646 HÔTEL KÉNOGAMI INC.	HÔTEL KENOGAMI INC. 2551-9695 QUÉBEC INC.	1988 06 09	Chicoutimi

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

482

Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1859-7898 1859-7898 QUÉBEC INC.	1982 07 21	1988 06 15	de la dénomination sociale: VANNES ET RACCORDS DES LAURENTIDES INC.
1864-6380 1864-6380 QUÉBEC INC.	1982 12 17	1988 06 09	de la dénomination sociale: CRÉPERIE FINE LA MEZZANINE INC.
2155-8929 2155-8929 QUÉBEC INC.	1983 05 25	1988 06 13	des dispositions
2156-9116 2156-9116 QUÉBEC INC.	1983 06 28	1988 06 16	1) de la dénomination sociale: GROUPE RUE INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2163-6113 2163-6113 QUÉBEC INC.	1983 12 07	1988 06 13	de la dénomination sociale: FIBRE D'IBERVILLE INC.
2313-0958 2313-0958 QUÉBEC INC.	1984 11 27	1988 06 09	du district: Saint-Maurice
2323-2853 2323-2853 QUÉBEC INC.	1985 08 13	1988 06 09	de la dénomination sociale: GESTION GALINON INC.
2425-2462 2425-2462 QUÉBEC INC.	1986 12 18	1988 06 14	de la dénomination sociale; PORTES ET SPÉCIALITÉS D.S. INC.
2426-6801 2426-6801 QUÉBEC INC.	1987 02 15	1988 06 15	du district: Montréal
2428-7526 2428-7526 QUÉBEC INC.	1987 01 28	1988 06 16	de la dénomination sociale: SERVICES ADMINISTRATIFS S.R.M. INC.
2433-1472 2433-1472 QUÉBEC INC.	1987 02 20	1988 06 10	du district: Beauharnois
2436-6171 2436-6171 QUÉBEC INC.	1986 08 01	1988 05 17	du district: Abitibi
2527-9019 2527-9019 QUÉBEC INC.	1987 07 03	1988 06 09	de la dénomination sociale: IMMEUBLES EMONCO INC.
2530-6937 2530-6937 QUÉBEC INC.	1987 09 21	1988 06 14	1) de la dénomination sociale: GESTION JAN PITRIK INC. JAN PITRIK MANAGEMENT INC. 2) du capital-actions
2531-7652 2531-7652 QUÉBEC INC.	1987 10 16	1988 06 13	de la dénomination sociale: ÉQUIPEMENTS DE FERME RAYMOND LEFEBVRE INC.
2533-4442 2533-4442 QUÉBEC INC.	1987 11 30	1988 06 16	de la dénomination sociale: J.A. TANGUAY INC.
2533-8518 2533-8518 QUÉBEC INC.	1987 12 31	1988 06 13	1) de la dénomination sociale: ACCOMMODATIONS STE-AGNÈS INC. 2) du district: Rimouski
2536-0553 2536-0553 QUÉBEC INC.	1987 06 05	1988 06 08	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2538-6970 2538-6970 QUÉBEC INC.	1987 08 27	1988 06 08	de la dénomination sociale: LES ÉLECTRICIENS GRÉGOIRE LEBEL INC.
2538-7440 2538-7440 QUÉBEC INC.	1987 09 08	1988 05 31	1) de la dénomination sociale: GROUPE A. & L. DESROCHES INC. 2) du capital-actions
2539-0055 2539-0055 QUÉBEC INC.	1987 09 11	1988 06 13	du capital-actions
2539-3349 2539-3349 QUÉBEC INC.	1987 09 22	1988 06 09	de la dénomination sociale: BUFFET DE PROVENCE INC.
2542-1074 2542-1074 QUÉBEC INC.	1987 12 17	1988 06 17	1) de la dénomination sociale: FERME S.P.B. INC. 2) du capital-actions
2542-1082 2542-1082 QUÉBEC INC.	1987 12 17	1988 06 17	1) de la dénomination sociale: ELEVAGE LA BRETAGNE INC. 2) du capital-actions
2543-2006 2543-2006 QUÉBEC INC.	1987 12 04	1988 06 10	du district: Bedford
2544-8051 2544-8051 QUÉBEC INC.	1988 02 04	1988 06 14	de la dénomination sociale: MACHINERIE H. FORTIER INC.
2545-2822 2545-2822 QUÉBEC INC.	1988 01 07	1988 06 13	de la dénomination sociale: FIDUCICO VIBERT INC.
2545-9462 2545-9462 QUÉBEC INC.	1988 03 02	1988 06 15	1) de la dénomination sociale: GROUPE MO-PER INC. 2) du capital-actions 3) des restrictions à l'activité 4) des dispositions 5) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 5
2546-0361 2546-0361 QUÉBEC INC.	1988 03 03	1988 06 07	de la dénomination sociale: LES CENTRES DE SERVICE MICRO CONTACT INC.
2547-3638 2547-3638 QUÉBEC INC.	1988 01 25	1988 06 06	de la dénomination sociale: SERVICES TECHNIQUES M. CÔTÉ INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2547-8652 2547-8652 QUÉBEC INC.	1988 01 29	1988 06 13	de la dénomination sociale: CRÈME GLACÉE LA PAYSANNE INC. LA PAYSANNE ICE CREAM INC.
2548-3710 2548-3710 QUÉBEC INC.	1988 02 10	1988 06 10	du district: Joliette
2548-8586 2548-8586 QUÉBEC INC.	1988 02 18	1988 06 08	1) de la dénomination sociale: AUTO-SERVICE CHARLEVOIX INC. 2) du district: Montréal
2549-0657 2549-0657 QUÉBEC INC.	1988 02 23	1988 06 14	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION GUY DUROCHER INC.
2549-1853 2549-1853 QUÉBEC INC.	1988 02 24	1988 06 10	du district: Terrebonne
2549-6894 2549-6894 QUÉBEC INC.	1988 03 30	1988 06 10	de la dénomination sociale: REMISES A. GAGNON INC.
2550-4150 2550-4150 QUÉBEC INC.	1988 03 15	1988 06 14	du district: Laval
2550-4374 2550-4374 QUÉBEC INC.	1988 03 15	1988 06 08	de la dénomination sociale: LES INVESTISSEMENTS B.I.C. INC.
2551-0058 2551-0058 QUÉBEC INC.	1988 04 07	1988 06 14	de la dénomination sociale: GESTION GILBERT TOUSIGNANT INC.
2551-0413 2551-0413 QUÉBEC INC.	1988 04 12	1988 06 10	1) de la dénomination sociale: GESTION PROULX-BERGERON INC. 2) du district: Drummond
2551-4761 2551-4761 QUÉBEC INC.	1988 05 09	1988 06 14	de la dénomination sociale: LES SERVICES INFORMATIQUES GÉO-CONTOUR INC.
2552-6146 2552-6146 QUÉBEC INC.	1988 04 07	1988 06 13	de la dénomination sociale: LA CLINIQUE DE SANTÉ OCCUPATIONNELLE PHYSIMED INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2553-2219 2553-2219 QUÉBEC INC.	1988 05 27	1988 06 03	de la dénomination sociale: TRICOT PERFECTION INC.
2617-3823 2617-3823 QUÉBEC INC.	1988 04 26	1988 06 15	1) du capital-actions 2) des dispositions
2618-4648 2618-4648 QUÉBEC INC.	1988 05 11	1988 06 09	du district: Rouyn-Noranda
2618-6601 2618-6601 QUÉBEC INC.	1988 05 16	1988 06 09	de la dénomination sociale: MEUBLES R. PERREAULT INC.
2618-7716 2618-7716 QUÉBEC INC.	1988 05 18	1988 06 09	du district: Beauharnois
2618-8219 2618-8219 QUÉBEC INC.	1988 05 19	1988 06 06	de la dénomination sociale: QUINCAILLERIE RAY-MO INC.
2619-2104 2619-2104 QUÉBEC INC.	1988 05 27	1988 06 08	du district: Drummond
2619-2120 2619-2120 QUÉBEC INC.	1988 05 27	1988 06 14	du district: Kamouraska
2619-2138 2619-2138 QUÉBEC INC.	1988 05 27	1988 06 16	du district: Terrebonne
2619-2153 2619-2153 QUÉBEC INC.	1988 05 27	1988 06 15	du district: Longueuil
2619-7392 2619-7392 QUÉBEC INC.	1988 06 08	1988 06 15	du district: Chicoutimi
1465-3547 L'ABATTOIR DU TÉMIS INC.	1976 03 05	1988 06 09	de la dénomination sociale: LES VIANDES DUBRETON INC.
1363-9703 AGENCE DE VOYAGES ÉVASION INC.	1975 06 06	1988 06 10	du capital-actions
2540-4534 ALIMENTATION ROMAIN HAMEL INC.	1987 10 30	1988 06 13	de la dénomination sociale: ALIMENTATION DIANE DIONNE INC.
2546-7507 ALPHA CRÉATIONS SOLARIUMS INC.	1988 01 15	1988 06 08	de la dénomination sociale: CRÉATIONS CANADA SOLARIUMS INC. CANADIAN GREENHOUSES CREATIONS INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1862-0963 ANIMALERIE CAVENDISH LTÉE	1982 10 06	1988 06 08	de la dénomination sociale: PLACEMENTS Y.A.P. INC.
2530-7505 ARMOIRES MARCOTTE INC.	1987 09 22	1988 06 13	de la dénomination sociale: CUISI BOUTIQUE MKS / CHOMEDEY INC.
2429-5818 AUTOMOBILES L.M. HACHÉ INC.	1987 02 23	1988 06 17	1) du capital-actions 2) des dispositions
2172-5635 BOUTIQUE CUBIC (1984) INC.	1984 07 12	1988 06 03	de la dénomination sociale: LINGERIE JEME INC.
2550-2337 CHAUSSURE PIED-POULE LTÉE	1988 03 10	1988 06 14	de la dénomination sociale: CHAUSSURE PIED DE POULE LTÉE
1187-8089 CLÉMENT ROY INC.	1969 05 29	1988 06 16	du capital-actions
1841-2106 CLINIQUE D'OBÉSITÉ DE LA MAURICIE INC.	1980 12 01	1988 06 14	de la dénomination sociale: GESTION G.M.E. INC.
2331-4008 CLUB DU TREMBLANT (1985) INC.	1985 11 29	1988 06 13	du capital-actions
2542-7485 COMMUNICATION SERVICES (C.S.) INC.	1987 12 31	1988 06 09	du capital-actions
2617-2833 CONSTRUCTION AUGER ET BRODEUR INC.	1988 04 22	1988 06 16	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION FRANÇOIS BRODEUR INC.
2535-8789 LES CONSTRUCTIONS DOYON ET LEBLANC INC.	1987 05 14	1988 06 13	de la dénomination sociale: LES CONSTRUCTIONS MULTIPRO INC.
2334-2074 CONSTRUCTIONS PLANTE, CLOUTIER & PLANTE LTÉE	1986 01 23	1988 06 09	de la dénomination sociale: CONSTRUCTIONS J. O. P. LTÉE
1462-8028 LES CONSTRUCTIONS YVES BERTRAND INC.	1975 10 28	1988 06 15	1) du capital-actions 2) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2334-4575 CONSULTATION LOB INC.	1986 01 20	1988 06 14	1) de la dénomination sociale: ERJAC INC. 2) des dispositions
2425-3031 CORPOBEC INC.	1986 12 18	1988 06 16	de la dénomination sociale: 2425-3031 QUÉBEC INC.
1115-3681 CRÉATIONS AMÉRICANA INC.	1963 02 28	1988 06 10	de la dénomination sociale: PEDIGREE INC.
2438-0743 DÉBOISEMENT ST-MICHEL INC.	1986 06 19	1988 06 15	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
2430-3836 DÉPANNEUR A.M. DARAICHE INC.	1987 02 11	1988 06 10	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES BEN-MAR DARAICHE INC.
2164-3432 DESSUREAULT, LEMIRE & DESAULNIERS INC.	1984 01 05	1988 06 16	de la dénomination sociale: LES CONSULTANTS D.L.D. INC.
1505-5023 DOMAINE MONT ORFORD TERRAINS ET CHALET 106-115 INC.	1976 11 01	1988 06 16	1) du capital-actions 2) des dispositions
2535-9415 ÉLECTRICITÉ R.A.E. INC.	1987 06 08	1988 06 15	du nombre des administrateurs: 1
2324-6002 LES ENTREPRISES SOFRA INC.	1985 07 25	1988 06 17	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 7
2546-4942 ENTRONIX INC.	1988 03 17	1988 06 14	de la dénomination sociale: ANTRONIX INC.
1504-0777 LES ÉQUIPEMENTS ST-PIERRE INC.	1976 06 30	1988 06 15	du capital-actions
2325-1556 FAUT QU'ÇA ROULE INC.	1985 08 07	1988 06 06	de la dénomination sociale: SOCIÉTÉ DE GESTION ANDRÉ LAURIN INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1840-5050 FERBLANTERIE POLAIR INC.	1980 11 10	1988 06 09	1) de la dénomination sociale: CONSULTANTS R.S.R. INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions
2420-9553 FERME BERMARC INC.	1986 10 03	1988 06 14	du district: Beauce
2537-3416 FERME EXCEL-PORC INC.	1987 07 17	1988 06 13	du capital-actions
2426-9862 FINANCIÈRE ENTRAIDE-COOPÉRANTS INC.	1987 02 06	1988 06 16	du capital-actions
2616-9656 FLEURANT COLIS PLUS INC.	1988 04 15	1988 06 14	de la dénomination sociale: D.M. EXPRESS INC.
2420-0446 FOYER DE BEAUX RIVAGES INC.	1986 09 08	1988 06 14	de la dénomination sociale: LES GESTIONS MARC TREMBLAY INC.
1481-1889 GARAGE JEAN-DENIS BRODEUR INC.	1975 12 01	1988 06 10	du capital-actions
2526-5133 GÉNIVEC CONSTRUCTION INC.	1987 05 29	1988 06 10	1) du capital-actions 2) des dispositions
2529-7193 GESTION C.L.I.C. INC.	1987 08 27	1988 06 14	1) du capital-actions 2) des dispositions
2551-5198 GESTION DANIEL DUBÉ INC.	1988 04 28	1988 06 14	du capital-actions
2541-0259 GESTION GINGRAS LEMIEUX INC.	1987 11 19	1988 06 16	de la dénomination sociale: GESTION RODAM INC.
2157-8679 GESTION GUSTAVE PAPILLON INC.	1983 07 07	1988 06 15	du capital-actions
1862-6507 GESTION J.F. INC.	1982 10 27	1988 06 17	du capital-actions
2418-4236 GESTION LESSARD ET BOULIANNE INC.	1986 07 14	1988 06 14	du capital-actions
2321-4901 GESTION P.P.M. INC.	1985 05 24	1988 06 09	1) du district: Alma 2) du capital-actions 3) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1628-2543 GESTION YVES BERTRAND INC.	1978 07 12	1988 06 15	1) du capital-actions 2) des dispositions
2331-5757 LE GROUPE S.L.R. DUBOIS INC.	1985 12 02	1988 06 09	du capital-actions
1860-3209 GUIDE INTERNATIONAL QUÉBEC INC.	1982 08 19	1988 05 13	du capital-actions
1472-7861 IMMEUBLES TRANS-LAURENTIEN INC.	1976 12 29	1988 06 07	de la dénomination sociale: DOMAINE MONT HIBOU INC.
2158-0089 ISOLATION DURO (1983) INC.	1983 07 11	1988 06 09	de la dénomination sociale: TOLERIE MIRABEL INC.
2150-5060 JACQUES VIGNEAULT & FILS (1983) INC.	1983 01 24	1988 06 15	du capital-actions
1267-9643 JAMISA INC.	1966 02 08	1988 06 14	du capital-actions
1202-3214 LIBRAIRIE DORVAL INC.	1970 06 01	1988 06 08	du capital-actions
2546-1666 LIMOCAR LAURENTIDES A. INC.	1988 03 08	1988 06 13	de la dénomination sociale: 2546-1666 QUÉBEC INC.
2162-6411 MAISON MICHELLE CROTEAU INC.	1983 11 21	1988 06 14	du capital-actions
1354-8383 MATECK B.T.A. INC.	1974 01 31	1988 06 06	de la dénomination sociale: MATECH B.T.A. INC.
2165-3357 MÉTAL LAURENTIDE (1984) INC.	1984 01 31	1988 06 16	de la dénomination sociale: MÉTAL LAURENTIDE INC.
2332-8180 NEON UNIQUE INC.	1985 12 18	1988 06 10	du district: Longueuil
2544-3649 NOCO INC.	1987 12 23	1988 06 16	du capital-actions
2173-2151 LES OUTILS GLADU INC.	1984 07 31	1988 06 09	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2619-1387 PAVILLON RICHARD HOFMAN INC.	1988 05 26	1988 06 03	de la dénomination sociale: CENTRE DE CROISSANCE PERSONNELLE RICHARD HOFMAN INC. RICHARD HOFMAN PERSONAL GROWTH CENTER INC.
2423-6861 LES PIÈCES DE CAMION MACBEC INC.	1986 11 03	1988 06 14	de la dénomination sociale: GROSSISTE EN CAMIONS LOURDS MACBEC INC.
1841-3617 LES PLACEMENTS JOSEPH BEAUDRY INC.	1980 12 08	1988 06 07	du district: Joliette
2316-1714 PLANTE ET GRONDIN INC.	1985 02 19	1988 06 09	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES MICHEL PLANTE INC.
1200-7936 PRODUCTIONS BO-MON INC.	1970 04 20	1988 06 14	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES YVON DESCHAMPS INC.
1148-9457 PRODUITS CHIMIQUES ACTOL LTÉE	1954 06 15	1988 06 14	du capital-actions
2526-3435 PRODUITS MÉTALLIQUES VILFOR INC.	1987 05 27	1988 06 17	de la dénomination sociale: LE GROUPE SOFIDAL INC. SOFIDAL GROUP INC.
2159-2506 PRODUITS SANITAIRES J.P.L. INC.	1983 08 23	1988 06 08	1) du district: Mégantic 2) du capital-actions
2329-9274 PRODUITS & SERVICES D'EMBALLAGE SEBARIK LTÉE	1985 11 07	1988 06 13	de la dénomination sociale: SEBARIK LTÉE
2413-3126 LES PROMOTIONS BÉTON-L. CLOUTIER INC.	1986 03 06	1988 06 16	1) de la dénomination sociale: INSTITUT GENIC INC. 2) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 15
2429-8150 RAYFACT INDUSTRIE LTÉE	1987 02 26	1988 06 09	du capital-actions
2529-0024 RESSOURCES-GESCO INC.	1987 08 07	1988 06 10	du district: Terrebonne

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2529-9215 LE RESTAURANT WINNIE ET PAULINE INC.	1987 09 02	1988 06 13	de la dénomination sociale: LE RESTAURANT PAULINE ET AMY INC.
2170-2089 RESTO-CHIC SAGUENAY INC.	1984 05 14	1988 06 17	du capital-actions
2324-9105 LES REVÊTEMENTS L.R.C. INC.	1985 08 08	1988 06 13	de la dénomination sociale: LES PRÉPARATIONS DE SURFACES L.R.C. INC.
1336-3213 RICHARD NISSAN INC.	1973 01 31	1988 05 30	du capital-actions
2546-4843 RIVIX INC.	1988 03 16	1988 06 16	de la dénomination sociale: TROCAN INC.
1479-5439 LES RÔTISSERIES R.J.P. INC.	1977 07 18	1988 06 17	1) du capital-actions 2) des dispositions
1640-8619 SABRICE LIMITÉE	1980 01 08	1988 06 10	du district: Longueuil
2532-8907 SALON DE COIFFURE UNIBELLE INC.	1987 11 16	1988 06 13	de la dénomination sociale: GESTION DONALD DUCHESNE INC.
2324-0419 SALON FUNÉRAIRE J. LÉO BÉDARD INC.	1985 08 01	1988 06 13	de la dénomination sociale: SALON FUNÉRAIRE FALARDEAU, BÉDARD ET ROY INC.
2155-9190 SERVICE THOM ENTRETIEN MÉNAGER INC.	1983 06 02	1988 06 10	du district: Québec
2323-3810 LES SERVICES MINIERS J.M. INC.	1985 06 28	1988 06 10	du district: Rouyn-Noranda
2333-2927 SIMDAR INC.	1986 01 01	1988 06 13	du district: Montréal
2526-4193 SOCIÉTÉ DE COURTAGE GUARDINVEST INC.	1987 05 28	1988 06 10	ajoutant la version: GUARDINVEST SECURITIES INC.
2553-4439 SOCIÉTÉ NEUBOURG INC.	1988 06 09	1988 06 15	du capital-actions
2330-3068 SOFATO INC.	1985 11 08	1988 06 16	du district: Chicoutimi

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1855-7660 LES SYSTÈMES DE CLIMATISATION ET CHAUFFAGE THERMOPOMPES RIVE SUD INC.	1982 03 22	1988 06 14	de la dénomination sociale: 1855-7660 QUÉBEC INC.
2156-4455 LES TAPIS BRICK À BRACK INC.	1983 06 06	1988 06 16	de la dénomination sociale: LA REINE DU TAPIS INC.
1471-7490 TRAMEC INC.	1976 11 25	1988 06 14	1) des dispositions 2) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 5
2617-5232 TRANSPORT NORMAND BENOIT INC.	1988 04 28	1988 06 16	du district: Laval
2415-4379 URBAIN LANDRY INC.	1986 04 15	1988 06 15	de la dénomination sociale: RÉMI ROBICHAUD INC.
1239-0621 LES VERGERS MILTON INC.	1969 06 23	1988 06 06	de la dénomination sociale: 1239-0621 QUÉBEC INC.
1100-8364 VIANDES M.A.I.N. INC.	1962 03 22	1988 06 07	des dispositions
2535-7369 V.H.N. EXPERT INC.	1987 05 31	1988 06 08	1) du capital-actions 2) des dispositions

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

482

Compagnies (Partie III) — Loi sur les

Lettres patentes

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2553-6103 LES ARCHERS PERROTDAMOIS	1988 06 14	21, de l'Église, Notre-Dame de L'Île Perrot

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2618-1545 ASSOCIATION DES EXPERTS EN SINISTRES DE MAURICIE BOIS-FRANCS INC.	1988 06 14	5365, boulevard Jean XXIII, bu- reau 201, Trois-Rivières-Ouest
2618-1123 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE L'HABITATION DE BELLECHASSE TOUR «C»	1988 06 17	6001, 29 ^e Avenue, app. 402, Montréal
2618-1644 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE JARRY	1988 06 17	8087, rue Berri, bureau 602, Montréal
2620-0220 L'ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE LA TOUR MENTANA	1988 06 15	4085, St-André, bureau 306 Montréal
2618-1107 ASSOCIATION DES MARCHANDS DES PROMENADES HOHELAGA/DES ORMEAUX	1988 06 17	Communauté urbaine de Montréal
2618-0422 L'ASSOCIATION DES MARCHANDS DU CENTRE COMMERCIAL TRACY LTÉE TRACY PLAZA MERCHANTS' ASSOCIATION LTD.	1988 06 15	7000, avenue Plaza, Tracy
2553-6061 ASSOCIATION DES POMPIERS VOLONTAIRES DE ST-LAZARE	1988 06 13	1875, boulevard Bédard, Saint-Lazare
2618-0976 ASSOCIATION D'ENTRAIDE-HABITATION «MONSIEUR VINCENT»	1988 06 14	8011, Garnier, Montréal
2618-0430 ASSOCIATION GHANIENNE DU QUÉBEC	1988 06 15	1644, St-Hubert, Montréal
2620-0261 ASSOCIATION POUR LA CONSERVATION DES MILIEUX ENVIRONNEMENTAUX TERRESTRE ET AQUATIQUE DU QUÉBEC	1988 06 17	2688, Dautrive, Sainte-Foy
2618-0984 ASSOCIATION POUR LA RÉUNIFICATION DES MEMBRES DES FAMILLES VIETNAMIENNES HÔI DOAN-TU THÂN-NHÂN VIỆT-NAM	1988 06 14	2175, Wolfe, app. 4, Montréal
2618-1560 ASSOCIATION PROGRAMME ANTI-TABAC SOUFFLE D'OR	1988 06 14	12353-A, Victoria, Pointe-aux-Trembles
2620-0253 BAMBINERIE DE STE-JULIE	1988 06 17	Sainte-Julie

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2618-1537 BEC ET BOBO GARDERIE POUR ENFANTS ATTEINTS DE MALADIE CHRONIQUE	1988 06 14	3165, Mountainview, Saint-Hubert
2618-0372 CENTRAIDE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1988 06 13	145, route 132, Paspébiac-Ouest
2553-5907 CENTRE DE FEMMES DU PAYS MARIA CHAPDELAINÉ	1988 06 15	801, des Pins, Dolbeau
2553-6079 CENTRE DE RESSOURCES POUR LA NAISSANCE RÉGION MAURICIE INC.	1988 06 13	Trois-Rivières-Ouest
2553-3936 CENTRE DE VIE POUR LES AÎNÉS DE BELLECHASSE	1988 06 13	Sainte-Claire
2618-0141 CHORALE KNIGHT INC.	1988 06 14	32, Winston Circle, Pointe Claire
2618-1115 CLUB DE HANDBALL OLYMPIQUE DE CARTIERVILLE (C.H.O.C.)	1988 06 17	12055, Dépatie, Montréal
2618-0224 CLUB DE PLANCHES À ROULETTES ET DE BMX, TRANSITION	1988 06 15	346, St-Germain est, Rimouski
2618-2923 CLUB DE SOCCER ETHNIQUE DE LAVAL INC.	1988 06 15	1650, Victor Morin, Laval
2553-6053 CLUB ÉCOLE TECHNOVOILE INC.	1988 06 13	228, rue St-Hubert, Saint-Jean-sur-Richelieu
2618-1099 CLUB INTERCITÉ DE SOCCER DE L'ESTRIE	1988 06 17	4339, boulevard Bourque, Rock Forest
2553-6087 CLUB SKIBEC ACROBATIQUE	1988 06 14	2644, Louvière, Sainte-Foy
2618-0471 CLUB SOCIAL PAPIER ST-RAYMOND INC.	1988 06 15	1050, Chute Panet, Saint-Raymond
2553-6111 CLUB «DISONS NON» DE MASSON	1988 06 15	94 ½, chemin de Montréal est, Masson
2618-0992 COMITÉ ACTION PRÉVENTION SOREL SAINT-JOSEPH-DE-SOREL	1988 06 14	Sorel

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2618-1552 COMITÉ DE MISE EN VALEUR DE LA VALLÉE DU RICHELIEU	1988 06 14	12, Richelieu, Chambly
2618-0174 COMITÉ DES FÊTES DU 250 ^e ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE LA PAROISSE SAINTE- ROSE-DE-LIMA (VILLE DE LAVAL) INC.	1988 06 14	219, boulevard Sainte-Rose, Laval
2618-1131 COMITÉ DES FINISSANTS EN GÉNIE PHYSIQUE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL: EUROPE 1990	1988 06 17	Université Laval, Pavillon Vachon, bureau 1617, Sainte-Foy
2553-6384 CONSEIL DES PARENTS ET AMIS DU SCOUTISME ÉVANGÉLIQUE DE LA 3ÈME AUBRE BORAÉALE	1988 06 13	1024, rue Nil Tremblay, Chicoutimi
2553-4017 CORPORATION ÉDUCATIVE L'ENFANT MAGIQUE	1988 06 14	925, rue de Louvigny, Terrebonne
2618-2790 DOMAINE DES DUBÉ INC.	1988 06 16	306, 15 ^e Avenue, Doibeau
2618-0943 ÉQUIPE CYCLISTE LA ROUE D'OR	1988 06 13	868, Léonard, Sainte-Thérèse
2618-2980 FESTIVAL PLEIN AIR ST-DAMIEN INC.	1988 06 16	Saint-Damien de Buckland
2553-6095 AU FIL DE LA VIE INC.	1988 06 14	92, 2 ^e Rue ouest, Rimouski
2546-5527 FONDATION DE L'HÔPITAL DE LA BAIE DES HA! HA!	1988 06 13	100, rue Dr-Desgagné, La Baie
2618-2972 FONDATION (R.E.V.H.V.I.) RESSOURCES POUR LES ÉLÈVES VIVANT AVEC UN HANDICAP VISUEL ET/OU INTELLECTUEL DE L'ÉCOLE ST-CHARLES BORROMÉE	1988 06 16	7260, boulevard Cloutier, Charlesbourg
2620-0246 GARDERIE ROYAL VALE INC.	1988 06 17	5530, Dupuis, Montréal
2553-6392 GROUPE COMMUNAUTAIRE ST-LÉONARD D'ASTON INC.	1988 06 13	422, rue Germain, Saint-Léonard-d'Aston
2553-6343 LE GROUPE JUDICUM	1988 06 13	400, Ste-Catherine est, bureau A- 2765, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2618-2915 HABITATION OLIVAR-ASSELIN (ST-HILARION)	1988 06 14	Saint-Hilarion
2553-3977 LIGUE DE BALLE MOLLE LE GROS QUATRE INC.	1988 06 13	984, avenue Frechette, Laval
2618-0000 LIGUE DE BALLE-MOLLE FÉMININE WALTER FIELDS	1988 06 13	225, Champlain, Châteauguay
2618-0950 LIGUE DE TAXIS DE ST-JEAN-SUR-RICHELIEU A-41 INC.	1988 06 13	312, rue Champlain, Saint-Jean-sur-Richelieu
2620-0238 LIGUE RÉGIONALE DE HOCKEY «AU FÉMININ»	1988 06 17	80, boulevard Brien, Repentigny
2618-2766 LES LYNX DE QUÉBEC	1988 06 16	730, Chanoine Scoot, app. 3 Sainte-Foy
2618-0554 MAIN-FORTE MONTRÉAL	1988 06 17	7005, boulevard de Maisonneuve ouest, Montréal
2618-0364 LA MAISON CULTURELLE LATINO-HISPANIQUE DE L'ESTRIE INC.	1988 06 13	Sherbrooke
2618-1149 MAISON «ACCUEIL SOLEIL LEVANT»	1988 06 17	3423, rue Lacombe, Montréal
2618-0448 MOTIVATION-JEUNESSE VILLERAY	1988 06 15	8200, boulevard St-Laurent, Montréal
2553-4025 OMNIUM DE GOLF STEEVE DUCHESNE INC.	1988 06 16	725, rue Arnaud, Sept-Îles
2618-1073 ORA-GEC INC.	1988 06 15	600, rue de Maisonneuve ouest, Montréal
2547-1871 PETIT DOMICILE DE CHARNY	1988 06 14	804, 10 ^e Rue, Charny
2553-6046 LES PIGNONS HOSPITALIERS	1988 06 13	4, 9 ^e Rue, Rouyn-Noranda
2618-0547 PROMOTION RÉSIDENTIELLE STE-CROIX INC.	1988 06 17	Sainte-Croix

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2620-0212 PUBLICATIONS PASSAGES	1988 06 15	86, rue Wellington nord, Sherbrooke
2618-0091 REGROUPEMENT DES FEMMES DE LA CÔTE-NORD INC.	1988 06 13	Baie-Comeau
2618-0489 SERVICE TÉLÉPHONIQUE D'ORIENTATION DE PRÉVENTION ET D'INFORMATION S.T.O.P. INFO INC.	1988 06 15	44, Seigneuriale, Beauport
2618-0380 SOCIÉTÉ D'ADOPTION D'ANIMAUX DU QUÉBEC	1988 06 13	2050, Henri Bourassa est, Montréal
2618-0539 TABLE RÉGIONALE DES ORGANISMES VOLONTAIRES EN ÉDUCATION POPULAIRE DE LANAUDIÈRE	1988 06 17	2566, rue Victoria, Sainte-Julienne
2553-3902 VÉLO-CLUB MONT-LAURIER	1988 06 13	480, rue Bellerive, Mont-Laurier
2618-0455 «DANS MA RUE» PROJET D'ANIMATION ET D'ÉDUCATION AUPRÈS DE LA JEUNESSE	1988 06 15	2315, Rachel est, Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

482

Lettres patentes de fusion (Articles 18 et 224)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes autorisant la fusion des corporations suivantes:

Dénomination sociale de la nouvelle corporation et sa version	Dénomination sociale des corporations fusionnées	Date de fusion	Siège social
2539-9221 CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA MODE (QUÉBEC)	CENTRE DE PROMOTION DE LA MODE DE MONTRÉAL CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA MODE (QUÉBEC)	1988 06 13	555, rue Chabanel ouest, bureau 800, Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

482

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1852-6293 ASSOCIATION DES RESPONSABLES DE GARDERIES DU QUÉBEC	1981 11 24	1988 06 13	de la dénomination sociale: ASSOCIATION DU PERSONNEL DE DIRECTION DES SERVICES DE GARDE DU QUÉBEC
1281-0495 ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÏNON	1939 02 26	1988 06 14	de la dénomination sociale: ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÏNON INC.
2422-6342 BUREAU DU TOURISME ET DES CONGRÈS DE BEAUCE-SARTIGAN INC.	1986 12 01	1988 06 13	1) des objets 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: 9
1627-8947 CENTRE D'EXPOSITION DU VIEUX PA- LAIS	1978 06 27	1988 06 16	des objets
2164-4646 CENTRE HAÏTIEN DE REGROUPEMENT ET D'INTÉGRATION À LA SOCIÉTÉ CANA- DIENNE ET QUÉBÉCOISE C.H.R.I.S.O.C.Q.	1984 05 07	1988 06 17	1) des objets 2) des dispositions
1348-9380 CLUB DE MOTO-NEIGE RAVIGNAN INC.	1972 04 07	1988 06 15	des dispositions
1843-0116 CLUB DES LOISIRS DES HANDICAPÉS DE HAUTERIVE	1981 02 13	1988 06 13	de la dénomination sociale: CLUB DES LOISIRS DES PER- SONNES HANDICAPÉES DE BAIE COMEAU
2427-0407 L'ENTRAIDE PLUS	1986 12 08	1988 06 15	1) des objets 2) des dispositions
2161-8350 FONDATION 500 BALMORAL INC.	1984 01 18	1988 06 13	1) des objets 2) de la valeur des biens immobiliers 3) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
2537-4265 FONDATION ANTI-DÉPRIME DE QUÉBEC	1987 08 04	1988 06 17	des objets
2159-3553 FONDATION FÉLIX-LECLERC INC.	1983 08 25	1988 06 13	1) des objets 2) des dispositions
2420-0057 LA FONDATION HUBERT GERVAIS INC.	1986 09 10	1988 06 15	des objets
2430-8975 LA FONDATION L'ARCANE INC.	1987 04 30	1988 06 13	des objets
2537-2020 MIR-PAIX INC.	1987 07 21	1988 06 15	des objets
2536-8911 ORGANISATION SPIRITUELLE MON-DIALE BRAHMA KUMARIS CENTRE DE RAJA-YOGA	1987 07 02	1988 06 14	1) du siège social: 1405, rue Saint-Cyrille ouest, Québec 2) des objets

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

482

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Changement de siège social (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a changé son siège social de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouvelle adresse du siège social
1628-2121 AQUEDUC GRAND-ST-ESPRIT INC.	1978 07 11	850, Rouleau, app. 7, Saint-Hyacinthe
1507-9973 ENTREPRISES J. W. P. INC.	1977 10 21	21, 31 ^e Avenue, Saint-Blaise
1464-4686 GARDERIE POPULAIRE DE FERMONT	1976 08 10	36A, Place Daviault, Fermont
1159-2086 LES INDUSTRIES A.C. DAVIE INC.	1951 12 11	360, St-Jacques, Montréal

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouvelle adresse du siège social
1260-1001 KLEEN-FLO CORPORATION	1953 12 02	1977, Notre-Dame-de-Fatima, Laval
1315-4778 POISSON ET CAVIAR DU NORD LTÉE	1951 05 18	3600, Ridgewood, app. 8, Montréal
1347-4812 LES PRODUITS CHIMIQUES AMPLEX LTÉE	1972 07 17	600, rue Delmar, Pointe-Claire
1478-7980 ROSAIRE LAROCQUE INC.	1977 06 20	3255, boulevard Laurier, Sainte-Rosalie

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

482

Changement du domicile légal – Établissement ou (Article 32)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a établi son domicile légal ou l'a changé de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
1628-2121 AQUEDUC GRAND-ST-ESPRIT INC.	1978 07 11	850, Rouleau, app. 7, Saint-Hyacinthe
1507-9973 ENTREPRISES J. W. P. INC.	1977 10 21	21, 31 ^e Avenue, Saint-Blaise
1464-4686 GARDERIE POPULAIRE DE FERMONT	1976 08 10	36A, Place Daviault, Fermont
1159-2086 LES INDUSTRIES A.C. DAVIE INC.	1951 12 11	360, St-Jacques, Montréal
1260-1001 KLEEN-FLO CORPORATION	1953 12 02	1977, Notre-Dame-de-Fatima, Laval
1315-4778 POISSON ET CAVIAR DU NORD LTÉE	1951 05 18	3600, Ridgewood, app. 8, Montréal

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
1347-4812 LES PRODUITS CHIMIQUES AMPLEX LTÉE	1972 07 17	600, rue Delmar, Pointe-Claire
1478-7980 ROSAIRE LAROCQUE INC.	1977 06 20	3255, boulevard Laurier, Sainte-Rosalie

*L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

482

Changement du nombre d'administrateurs (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a modifié le nombre de ses administrateurs de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouveau nombre d'administrateurs
1281-2137 ASSOCIATION DES PUISATIERS DU QUÉBEC	1964 11 02	13
1475-5276 GARDERIE CIBOULETTE DE GATINEAU	1977 11 16	8
1849-5598 SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE D'AMQUI (SODAM)	1981 08 28	5

*L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

482

Dissolution (Article 28)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accepté de dissoudre chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2417-6968 2417-6968 QUÉBEC INC.	1986 06 18	1988 06 13
2427-5265 2427-5265 QUÉBEC INC.	1986 12 23	1988 06 13

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2171-3144 ALTITUDE-PARACHUTE INC.	1984 06 06	1988 06 13
1203-3692 ARMAND FECTEAU INC.	1970 12 15	1988 06 16
1260-5580 L'ASSOCIATION PROTECTRICE DES FORÊTS LAURENTIENNES, LIMITÉE	1917 06 18	1974 11 15
1297-4960 LES ASSOCIÉS L'ABBÉ INC.	1964 08 27	1988 06 13
1628-3962 BOUTIQUE DU CADEAU C.R. INC.	1978 07 18	1988 06 13
1242-6979 CANELCO INC.	1970 02 24	1988 06 16
2418-3923 CENTRE D'INFORMATION ET DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (C.I.S.I.) DE SEPT-ÎLES	1986 07 16	1988 06 13
1502-5372 LES COFFRAGES OLYMPIQUES INC.	1976 03 12	1988 06 13
1350-1234 LA COMPAGNIE DE PUBLICATION ET D'IMPRIMERIE DE MONTRÉAL	1940 04 22	1988 06 13
1350-4030 COMPAGNIE DE SACS CHAMPLAIN INC.	1972 06 19	1988 06 13
1274-1328 LA COMPAGNIE DES IMMEUBLES VILLE-MARIE LTÉE	1949 01 12	1988 06 13
1103-3586 CONFECTIONS POUR HOMMES JEAN TALON LTÉE	1953 03 27	1988 06 13
2166-5369 CORPORATION DU CENTENAIRE HOCQUART	1984 03 20	1988 06 13
1249-4605 COST AND MANAGEMENT INSTITUTE	1950 09 07	1988 06 16
1861-3521 LES CYCLISTES DE LA PÉDALE DOUCE DE L'OUTAOUAIS INC.	1982 09 23	1988 06 13
1106-6693 THE DELANO COMPANY LTD.	1950 07 04	1988 06 13
1128-9022 DISCORAMA LTD.	1967 03 08	1988 06 16
2172-6427 ÉLECTRONIQUE MARITIME E.T.E. INC.	1984 07 16	1988 06 13

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2439-1310 L'ÉMÉROSE INC.	1986 07 30	1988 06 13
2538-1823 FERBLANTERIE DESBIENS INC.	1987 09 01	1988 06 13
1242-3729 LES FRUITS H & H INC.	1957 06 05	1988 06 13
1242-6623 GESTIONS CANDEV INC.	1963 03 11	1988 06 16
2155-5818 GROUPE SOCIO-CULTUREL L'ÉLAN INC.	1983 05 17	1988 06 13
1143-5542 LUCIEN BÉDARD MAINTENANCE INC.	1967 04 07	1988 06 13
1134-9545 MACHINERIE DE DORVAL INC.	1968 05 31	1988 06 13
1138-0839 MAGASIN HA HA BAIE, LTÉE	1943 04 10	1988 06 16
2312-0074 LES PUBLICATIONS MIRAL (1984) INC.	1984 11 22	1988 06 13
2429-5867 RÉSIDENCE BOISCHATEL INC.	1987 02 24	1988 06 13
1283-8132 SOCIÉTÉ DE GESTION SÉLECTA INC.	1961 03 30	1988 06 13

482

*L'inspecteur général des
institutions financières
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Dissolution — Demandes de

1480-3308 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «1480-3308 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 27 juin 1988 *

56794

*Les procureurs de la compagnie,
PHILLIPS & VINEBERG, avocats*

2168-6399 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2168-6399 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 13 juin 1988

56739

*Les procureurs de la compagnie,
BLAIN, PAPILLON, HÉBERT, avocats*

2331-0238 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2331-0238 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Henri, le 20 juin 1988

56740

Le président,
RENÉ GILBERT

ARMAND FISET INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ARMAND FISET INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Duburger, le 20 juin 1988

56743

Le président,
ARMAND FISET

2436-7617 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2436-7617 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 20 juin 1988

56741

Le secrétaire,
CLAUDE IMBEAU

**AUDIOSONIQUE (CANADA) INC.
CANADIAN AUDIOSONIC INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «AUDIOSONIQUE (CANADA) INC.—CANADIAN AUDIOSONIC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 22 juin 1988

56758

Le secrétaire,
WOLFE M. FRIEDMAN

2524-2934 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2524-2934 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 8 juin 1988

56742

Le président,
BRUNO FLUET

AUTO & CAMION R.D.M. LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «AUTO & CAMION R.D.M. LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

L'Assomption, le 7 juin 1988

56759

Le président,
RAYMOND DUPUIS

ACTION TRAVAIL CLORIDORME

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ACTION TRAVAIL CLORIDORME» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Anne-des-Monts, le 6 juin 1988

56772

Pour la compagnie,
SERGE FOURNIER

CO-PROPRIÉTÉ 660 LANGLOIS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CO-PROPRIÉTÉ 660 LANGLOIS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Terrebonne, le 20 juin 1988

56760

Le président,
RÉAL AHERN

COURRIER-RIVIÈRA LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «COURRIER-RIVIÈRA LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sorel, le 16 juin 1988

56761

Le procureur de la compagnie,
JOCELYN VERRIER, *avocat*

CRAVAT (MONTREAL) INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CRAVAT (MONTREAL) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 9 mai 1988

56795

Les procureurs de la compagnie,
ROBINSON, SHEPPARD, BORENSTEIN,
SHAPIRO, *avocats*

EMBELLISSEMENTS ROY & FOURNIER INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «EMBELLISSEMENTS ROY & FOURNIER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 20 juin 1988

56796

Le président,
ROLAND ROY

ESCULANOR LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ESCULANOR LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Baie-Comeau, le 16 juin 1988

56762

Le secrétaire,
MARIO C. DALLAIRE

FERME MIRKA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FERME MIRKA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Rock Forest, le 15 juin 1988

56763

Les procureurs de la compagnie,
DAIGLE, GRÉGOIRE, *avocats*

GARAGE YVON FAUBERT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GARAGE YVON FAUBERT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Salaberry-de-Valleyfield, le 2 mai 1988

56744

Le procureur de la compagnie,
JEAN-CLAUDE PLANTE, *avocat*

GESTIONS KRAON INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTIONS KRAON INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 23 juin 1988

56797

Les procureurs de la compagnie,
LAPIN, POLISUK, MAUER, *avocats*

GESTION M. CHARRIER INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION M. CHARRIER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Charlesbourg, le 13 juin 1988

56798

La présidente,
MURIELLE CHARRIER

HARVEY & THIVIERGE LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «HARVEY & THIVIERGE LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Alma, le 21 juin 1988

Les procureurs de la compagnie,
TREMBLAY, HARVEY, HARVEY &
LAROCHE, *avocats*

56764

JEAN-PIERRE CRÉATIONS DE PARIS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «JEAN-PIERRE CRÉATIONS DE PARIS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 1^{er} mars 1988

Les procureurs de la compagnie,
GAUTHIER, GREGORY &
ROBITAILLE, *avocats*

56765

LA PETITE HALLE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LA PETITE HALLE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 15 juin 1988

Les procureurs de la compagnie,
LAVERY, O'BRIEN, *avocats*

56766

**L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES
A.P.V.C. INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES A.P.V.C.»

INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Carignan, le 20 juin 1988

56773

Le trésorier,
ALBERT MONTY

**LES CONSTRUCTIONS GAGNÉ ET TREMBLAY
INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES CONSTRUCTIONS GAGNÉ ET TREMBLAY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Chicoutimi, le 21 juin 1988

56767

Le procureur de la compagnie,
PIERRE AUDET, *notaire*

LES ENTREPRISES STANLEY HORNE LTÉE.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES STANLEY HORNE LTÉE.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 18 mai 1988

56799

Le président,
STANLEY HORNE

LES IMMEUBLES CADILLAC LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES IMMEUBLES CADILLAC LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 3 juin 1988

56745

Les procureurs de la compagnie,
GURMAN, AUMAIS & ROITER, *avocats*

L'ÉVEIL DE LAVAL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «L'ÉVEIL DE LAVAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 2 mai 1988

56768

La présidente,
RENETTE MARTEL

SECURIGESCO LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SECURIGESCO LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Charlesbourg, le 16 juin 1988

56747

Le président,
JACQUES MARCHAND

ORGUES D'ÉGLISE DOMINIQUE BOULET (1978) INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ORGUES D'ÉGLISE DOMINIQUE BOULET (1978) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Lambert, le 15 juin 1988

56746

Pour la compagnie,
GILBERT PATENAUDE

SELLI REALTY CORPORATION CORPORATION IMMOBILIÈRE SELLI

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SELLI REALTY CORPORATION—CORPORATION IMMOBILIÈRE SELLI» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 1^{er} juin 1988

56748

Les procureurs de la compagnie,
PHILLIPS & VINEBERG, *avocats*

REGROUPEMENT DES ASSOCIATIONS POUR PERSONNES HANDICAPÉES DE LA CÔTE SUD INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «REGROUPEMENT DES ASSOCIATIONS POUR PERSONNES HANDICAPÉES DE LA CÔTE SUD INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Félicité, le 19 juin 1988

56769

Le secrétaire,
GÉRARD PELLETIER

SERVICE DE CONSULTANTS AUTOCHTONES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SERVICE DE CONSULTANTS AUTOCHTONES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Village-des-Hurons, le 21 juin 1988

56800

Le président,
GERMAIN PAUL

SALON DE BRONZAGE D.D. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SALON DE BRONZAGE D.D. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Martine, le 14 juin 1988

56770

La présidente,
DENISE DAIGNEAULT

STEESONS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «STEESONS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 23 juin 1988

56801

Le président,
ROMAN STIEGLITZ

**SUPERMARCHÉ LEE INC.
LEE'S SUPERMARKET INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SUPERMARCHÉ LEE INC.—LEE'S SUPERMARKET INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 31 mai 1988

56749

*Les procureurs de la compagnie,
HADJIS & FENG, avocats*

VEROSAM INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «VEROSAM INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 20 juin 1988

56771

*La présidente,
R. MAMANE*

**TRANSACTION INTERNATIONALE SAHARA
ROSE INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «TRANSACTION INTERNATIONALE SAHARA ROSE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 22 juin 1988

56802

*L'administrateur et directeur exécutif,
AZZOUZ CHAIEB*

VÊTEMENTS DE SPORT G & P INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «VÊTEMENTS DE SPORT G & P INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 20 juin 1988

56750

*Le président,
NICK GIOTIS*

Compagnies étrangères — Loi sur les**Changements**

Les compagnies étrangères ci-dessous mentionnées donnent avis des changements suivants:

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
2499-1317 RESSOURCES ALOTTA LTÉE	1988 05 30	de l'agent principal et son adresse à: Cathy Applegath-Pike, 64, rue St-Jean, Val d'Or de la principale place d'affaires à: 188, avenue Perreault, Val d'Or

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Changements

Les compagnies étrangères ci-dessous mentionnées donnent avis des changements suivants:

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
2417-6968 2417-6968 QUÉBEC INC.	1986 06 18	1988 06 13
2427-5265 2427-5265 QUÉBEC INC.	1986 12 23	1988 06 13
2171-3144 ALTITUDE-PARACHUTE INC.	1984 06 06	1988 06 13
1203-3692 ARMAND FECTEAU INC.	1970 12 15	1988 06 16
1260-5580 L'ASSOCIATION PROTECTRICE DES FORÊTS LAURENTIENNES, LIMITÉE	1917 06 18	1974 11 15
1297-4960 LES ASSOCIÉS L'ABBÉ INC.	1964 08 27	1988 06 13
1628-3962 BOUTIQUE DU CADEAU C.R. INC.	1978 07 18	1988 06 13
1242-6979 CANELCO INC.	1970 02 24	1988 06 16
2418-3923 CENTRE D'INFORMATION ET DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (C.I.S.I.) DE SEPT-ÎLES	1986 07 16	1988 06 13
1502-5372 LES COFFRAGES OLYMPIQUES INC.	1976 03 12	1988 06 13
1350-1234 LA COMPAGNIE DE PUBLICATION ET D'IMPRIMERIE DE MONTRÉAL	1940 04 22	1988 06 13
1350-4030 COMPAGNIE DE SACS CHAMPLAIN INC.	1972 06 19	1988 06 13
1274-1328 LA COMPAGNIE DES IMMEUBLES VILLE-MARIE LTÉE	1949 01 12	1988 06 13
1103-3586 CONFECTIONS POUR HOMMES JEAN TALON LTÉE	1953 03 27	1988 06 13
2166-5369 CORPORATION DU CENTENAIRE HOCQUART	1984 03 20	1988 06 13
1249-4605 COST AND MANAGEMENT INSTITUTE	1950 09 07	1988 06 16

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
1861-3521 LES CYCLISTES DE LA PÉDALE DOUCE DE L'OUTAOUAIS INC.	1982 09 23	1988 06 13
1106-6693 THE DELANO COMPANY LTD.	1950 07 04	1988 06 13
1128-9022 DISCORAMA LTD.	1967 03 08	1988 06 16
2172-6427 ÉLECTRONIQUE MARITIME E.T.E. INC.	1984 07 16	1988 06 13
2439-1310 L'ÉMÉROSE INC.	1986 07 30	1988 06 13
2538-1823 FERBLANTERIE DESBIENS INC.	1987 09 01	1988 06 13
1242-3729 LES FRUITS H & H INC.	1957 06 05	1988 06 13
1242-6623 GESTIONS CANDEV INC.	1963 03 11	1988 06 16
2155-5818 GROUPE SOCIO-CULTUREL L'ÉLAN INC.	1983 05 17	1988 06 13
1143-5542 LUCIEN BÉDARD MAINTENANCE INC.	1967 04 07	1988 06 13
1134-9545 MACHINERIE DE DORVAL INC.	1968 05 31	1988 06 13
1138-0839 MAGASIN HA HA BAIE, LTÉE	1943 04 10	1988 06 16
2312-0074 LES PUBLICATIONS MIRAL (1984) INC.	1984 11 22	1988 06 13
2429-5867 RÉSIDENTE BOISCHATEL INC.	1987 02 24	1988 06 13
1283-8132 SOCIÉTÉ DE GESTION SÉLECTA INC.	1961 03 30	1988 06 13

*L'inspecteur général des
institutions financières
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Compagnies étrangères — Loi sur les

Permis de faire affaires

Financement immobilier Capital générale électrique Inc.

Prenez avis que le ministre des Finances, sur l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a autorisé l'émission d'un permis de sociétés de prêts et de placements à « Les Immeubles Genelcan Limitée » et que le nom de cette société a été changé pour « Financement Immobilier Capital générale électrique Inc. le

29 mars 1988 par statuts de modification régis par les lois de la province de l'Ontario.

L'adresse du bureau principal de la corporation au Québec est à place du Canada, bureau 1230, Montréal, district de Montréal.

Montréal, le 23 juin 1988.

56776-28-4

L'agent principal,
DAVID W. WILLIAMS

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les

Amendement

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été amendée à son bureau.

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Date d'amendement	Lieu du principal établissement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ST-VINCENT ENR.	1987 10 22	1988 06 16	38, rue Saint-Vincent, Ste-Agathe-des-Monts, QC

483

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Terrebonne,
MICHEL ROULEAU, tech. en droit*

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de la société en commandite suivante ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
AIR NORDIQUE INC.	1987 03 02	Établissement Lourdes de Blanc-Sablon	1988 06 17

483

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Mingan,
AURORE G. ROSS*

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de la société en commandite suivante ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINIERE COGESCO 1987 COGESCO MINERAL PARTNERSHIP 1987 AND COMPANY	1987 03 23	1, place Ville- Marie, bureau 1525, Montréal, QC H3B 2B5	1988 06 20

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

483

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les**Dissolution**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de chacune des sociétés en commandite suivantes ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COM- MANDITE BOUCHER- VILLE	1987 08 07	461, boulevard Saint-Joseph, C.P. 1470, Sainte-Julie, QC, JOL 2C0	1988 06 08
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EX- PLORATION MINIERE F & G 1987 F & G 1987 MINING EXPLORATION AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1987 02 17	800, boul. René- Lévesque Ouest, local 1525, Montréal, QC, H3B 1X9	1988 06 20
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EX- PLORATION MINIERE F & G II 1987	1987 09 25	800, boul. René- Lévesque Ouest, local 1525, Montréal, QC, H3B 1X9	1988 06 20
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EX- PLORATION MINIERE QUATUOR 1987	1987 07 14	800, boul. René- Lévesque Ouest, local 1525, Montréal, QC, H3B 1X9	1988 06 20

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE JOURNEY'S END, RIMOUSKI JOURNEY'S END RIMOUSKI AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1987 04 24	700, boul. Saint-Jean, Pointe-Claire, (Montréal), QC, H9R 3K2	1988 06 15
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MUSCOCHO 1980-81 MUSCOCHO 1980-81 AND COMPANY LIMITED	1980 06 17	1010, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 1020, Montréal, QC	1988 06 22

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

483

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BOVI 2000-II 605-15-000727-887	1988 06 14	642, rue des Ormes, Amos, QC, J9T 3G4

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire d'Abitibi,
ALINE LEFEBVRE*

483

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DUQUESNE-RADISSON	1988 06 15	Rouyn-Noranda

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Rouyn-Noranda,
SYLVIE BONNEAU*

483

Inspecteur général des institutions financières

Assurances — Loi sur les

Mutuelle Générale Française Vie *Modification de permis*

Avis est donné, par les présentes, que le permis d'assureur de la « Mutuelle Générale Française Vie » a été modifié et autorise désormais ladite compagnie à pratiquer au Québec les catégories d'assurances suivantes:

- sur la vie (limitées à la réassurance)
- contre la maladie ou les accidents (limitées à la réassurance)

L'assureur a été relevé de son obligation de fournir un cautionnement en vertu de l'article 230 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32).

Le siège social de la compagnie au 19-21, rue Chanzy, Le Mans, France et son principal établissement d'affaires au Québec est situé au 1140, boulevard Maison-neuve Ouest, local 801, Montréal, QC, H3A 1M8.

Québec, le 22 juin 1988

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

482

Sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne — Loi sur les

Société d'Entraide Économique Métropolitaine de Montréal Inc.

Avis est, par la présente, donné que Société d'Entraide Économique Métropolitaine de Montréal Inc., société constituée en corporation en vertu de la Loi sur les sociétés d'entraide économique (Québec) au mois de juin 1984, ayant son principal établissement en la ville de Brossard, province de Québec, a fait approuver un règlement de continuation en vue de continuer son existence en une société d'épargne régie par la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (Québec) lors d'une assemblée générale annuelle tenue le 30 mai 1988. Dans les six (6) mois de la publication du présent avis, une copie certifiée conforme du règlement approuvant la continuation et une requête demandant au ministre d'autoriser celle-ci sera transmise à l'inspecteur général des institutions financières conformément aux dispositions de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

Montréal, le 20 juin 1988

56738

Le secrétaire-trésorier,
LOUIS GRAVEL

Loi électorale

Députés élus

Proclamation d'élection

Conformément aux dispositions de l'article 290 de la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.2), je donne avis que les candidats ci-après désignés ont été élus lors des élections partielles qui ont été tenues le 20 juin 1988.

Circonscription électorale	Candidat élu	Appartenance politique
----------------------------	--------------	------------------------

Anjou	Monsieur René Serge Larouche*	Parti Libéral du Québec
-------	-------------------------------	-------------------------

Roberval	Monsieur Gaston Blackburn**	Parti Libéral du Québec
----------	-----------------------------	-------------------------

Les noms des candidats proclamés élus ont été reçus par le Secrétaire général de l'Assemblée nationale le 27 juin 1988.

* En remplacement de monsieur Pierre Marc Johnson, démissionnaire

** En remplacement de monsieur Michel Gauthier, démissionnaire

Sainte-Foy, le 28 juin 1988

*Le directeur général des élections et
président de la Commission
de la représentation électorale,
PIERRE-F. CÔTÉ, C.R.*

485

Ministères — Avis concernant les

Industrie et du Commerce

Heures d'affaires

Boutique Della

Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 5.3 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., c. H-2), qu'il autorise l'établissement commercial suivant: Boutique Della, situé au 1510, Sainte-Catherine Ouest, Montréal, à exercer ses activités le dimanche s'il est fermé le vendredi à compter du coucher du soleil et le samedi toute la journée et si, à chaque jour d'ouverture, il n'y a jamais plus de trois personnes en même temps pour en assurer le fonctionnement et ce, à compter du

présent avis d'autorisation. Cette autorisation est pour une durée de deux ans.

Québec, le 15 juin 1988

*Le ministre de l'Industrie
et du Commerce,
DANIEL JOHNSON*

486

Municipalité de Mont-Tremblant

Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 5.3 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., c. H-2), qu'il autorise les établissements commerciaux de la municipalité de Mont-Tremblant à exercer leurs activités à l'extérieur des périodes prévues par la loi et ce, du 23 juin au 15 septembre 1988.

Québec, le 15 juin 1988

*Le ministre de l'Industrie
et du Commerce,
DANIEL JOHNSON*

486

Ville de Saint-Jovite*Avis d'autorisation*

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 5.3 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., c. H-2), qu'il autorise les établissements commerciaux de la ville de Saint-Jovite à exercer leurs activités à l'extérieur des périodes prévues par la loi et ce, du 23 juin au 15 septembre 1988 ainsi que du 15 décembre 1988 au 15 avril 1989.

Québec, le 15 juin 1988

*Le ministre de l'Industrie
et du Commerce,*
DANIEL JOHNSON

486

cris bénéficiaires de la convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., c. S-3.2) que le gouvernement a désigné, par le décret 943-88 du 15 juin 1988, monsieur Roger Grenier président de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris pour l'année 1988-1989. Monsieur Roger Grenier avait été nommé membre de l'Office pour une période indéterminée à compter du 1^{er} juillet 1982, par le décret 1622-82 du 30 juin 1982.

*Le ministre de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu,*
PIERRE PARADIS

484

Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu**Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris**

Le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu donne avis, conformément à l'article 22 de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs

Reprise d'existence — Avis de

L'inspecteur général des institutions financières, en vertu des pouvoirs délégués par le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, donne avis qu'il a délivré un certificat de reprise d'existence à la corporation suivante:

Dénomination sociale	Date de délivrance du certificat	Dispositions particulières
2499-1317 RESSOURCES ALOTTA LTÉE	1988 05 30	de l'agent principal et son adresse à: Cathy Applegath-Pike, 64, rue St-Jean, Val d'Or de la principale place d'affaires à: 188, avenue Perreault, Val d'Or

482

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

Reprise d'existence — Avis de

L'inspecteur général des institutions financières, en vertu des pouvoirs délégués par le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, donne avis qu'il a délivré un certificat de reprise d'existence à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de délivrance du certificat	Dispositions particulières
1272-7871 L'ASSOCIATION DES PERFUSIONNISTES DU QUÉBEC INC.	1988 06 08	Aucune
1462-5065 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE LA PLAGE SOUTHIÈRE INC.	1988 06 08	Aucune
1572-2283 CLUB DU LAC BRÛLÉ	1988 06 08	La dénomination sociale de la corporation est changée en celle de: CLUB FRANCIS-BRÛLÉ INC.
1641-4807 CORPORATION DE RADIO MONTAGNAISE DE ST-AUGUSTIN INC.	1988 06 08	Aucune
1641-3015 CORPORATION DE RADIO MONTAGNAISE DE MINGAN	1988 06 08	Aucune
1641-2991 CORPORATION RADIO ATTIKAMEK DE MANAWAN	1988 06 08	Aucune
1318-6630 QUÉBEC MASONIC BENEVOLENT ASSOCIATION	1988 06 08	La dénomination sociale de la corporation est changée en celle de: ASSOCIATION MAÇONNIQUE BÈNÈVOLE DE QUÉBEC (1988) QUÉBEC MASONIC BENEVOLENT ASSOCIATION (1988)

*L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

482

Services de santé et les services sociaux — Loi sur les**CENTRE D'ACCUEIL-SERVICES D'INTÉGRATION SOCIALE DE MONTRÉAL**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5, a. 67), il a annulé

les lettres patentes de la corporation « CENTRE D'ACCUEIL-SERVICES D'INTÉGRATION SOCIALE DE MONTRÉAL » émises le 1986 07 04 et que ladite annulation prend effet le soixantième jour suivant la publication du présent avis.

482

*L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2418-1810*

Société d'habitation du Québec — Loi sur la

Office municipal d'habitation de Sainte-Marcelline-de-Kildare

Avis est donné qu'en vertu de l'article 57 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 29 avril 1988, constituant en corporation sans but lucratif:

Mme Véronique Chevette, rentière,
583, Principale,
Sainte-Marcelline, QC;

M. Ronald Perrault, rentier,
311, Principale,
Sainte-Marcelline, QC;

M. Luc Larochelle, secrétaire-trésorier,
400, Pied de la Montagne,
Sainte-Marcelline, QC;

pour les fins suivantes: acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation pour personnes ou familles à faible revenu ou à revenu modique.

Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de la municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare, district judiciaire de Joliette.

Le secrétaire,
Société d'habitation du Québec
JEAN-LUC LESAGE, *avocat*

56752

Syndicats professionnels — Loi sur les

SYNDICAT U.P.A. ST-SIMÉON-GASCONS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, l'inspecteur général des institutions financières a, en date du 17 juin 1988, autorisé « SYNDICAT U.P.A. ST-SIMÉON-NEW-CARLISLE » à changer son nom en celui de « SYNDICAT U.P.A. ST-SIMÉON-GASCONS ».

Donné chez l'inspecteur général des institutions financières, le 6 juin 1988.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
1361-4698

482

Ventes par licitation

Montréal

Ordonnance de vente immobilière par licitation
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500 05 007572 868

MICHELINE CARON, domiciliée et résidant au 4642, avenue Coolbrook, Montréal, district de Montréal, partie demanderesse, contre LISE VILLEMAIRE, domiciliée et résidant au 4640, avenue Coolbrook, Montréal, district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

Conformément à un jugement rendu par l'honorable juge Charles D. Gonthier, juge de la Cour supérieure du district de Montréal, daté du 16 mai 1988, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant:

« Un emplacement ayant front sur l'avenue Coolbrook, quartier Notre-Dame-de-Grâce en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro soixante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante-deux (52-65-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; avec bâtisse y érigée portant les numéros d'immeuble 4640 et 4642 de ladite avenue Coolbrook en la ville de Montréal, dont le mur nord-ouest est construit mitoyen. Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment sujet à une servitude de vue et de passage créée aux termes de l'acte enregistré à Montréal, sous le numéro 739720. »

La mise à prix est fixée à 45 843,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le DOUZIÈME jour d'AOÛT 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 21 juin 1988

56791

Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Abitibi

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour fédérale — District d'Abitibi
Nos ITA-402-85, ITA-883-87, ITA-1245-87,
ITA-393-88
S. 605-18-000015-873

REVENU CANADA IMPÔT, contre **HÔTEL REDO INC.**, 260, 4^e Rue, Senneterre, district d'Abitibi, défenderesse.

« 1. Un immeuble connu et désigné comme étant les lots un A, un B, deux A et deux B (1A, 1B, 2A et 2B) du bloc trente-deux (32) au cadastre officiel pour le village de Senneterre; avec Hôtel dessus construit, circonstances et dépendances. À distraire cependant, desdits lots numéros deux A et deux B (2A et 2B), une parcelle de terrain appartenant à Paul A. Périgny Inc.; cette parcelle de terrain distraite mesurant quinze pieds (15 pi) de largeur en front sur la 10^e Avenue, sur cent quarante pieds (140 pi) de profondeur, mesures anglaises, et bornée comme suit: vers le sud par la ligne sud dudit lot deux B, vers le nord par la ligne nord dudit lot deux A, vers l'ouest par la ligne est du lot trois dudit bloc trente-deux et vers l'est par une ligne passant à quinze pieds (15 pi) de la ligne est dudit lot trois, bloc trente-deux.

2. Le lot numéro treize (13) du bloc trente-deux (32) au cadastre officiel pour le village de Senneterre.

3. Les trois dixièmes (3/10) ouest du lot numéro quatorze (14) du bloc trente-deux (32) au cadastre officiel de Senneterre, mesurant quinze pieds (15 pi) de largeur en front sur la 11^e Avenue, sur une profondeur de cent quarante pieds (140 pi), mesures anglaises, et borné comme suit: vers le nord par la 11^e Avenue, vers le sud par la ruelle, vers l'est par une ligne passant à quinze pieds (15 pi) de la ligne ouest dudit lot quatorze (14) et vers l'ouest par la ligne ouest dudit lot numéro quatorze (14). »

La mise à prix est fixée à 59 405,25 \$, montant que l'adjudicataire devra payer immédiatement au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du shérif du district d'Abitibi (sous réserve toutefois du droit de rétention par le saisissant ou par

un créancier hypothécaire, selon l'article 689 du C.P.C.).

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement d'Abitibi, palais de justice, 891, 3^e Rue Ouest, Amos, le **MERCREDI DIX-SEPTIÈME** jour d'**AOÛT 1988** à **QUATORZE** heures.

La Shérif adjointe,
PAULE GOULET,

Bureau du shérif
Cour supérieure
Amos, le 16 juin 1988

56753

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District d'Abitibi
No 605-05-000089-875
S. 605-18-000008-878

CAISSE POPULAIRE DE SENNETERRE, corps politique légalement constitué, ayant son siège social à Senneterre, district d'Abitibi, demanderesse, contre **NORMAND VALLIÈRES**, demeurant et domicilié à rang 8, Senneterre, district d'Abitibi, défendeur et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement d'Abitibi, mis en cause.

« 1. Une partie du lot numéro trente et un (31 ptie) du rang Huit (8) au cadastre officiel du canton de Senneterre; mesurant cent cinquante pieds (150 pi) de largeur en front sur la route 113, sur une profondeur de deux cents pieds (200 pi), mesures anglaises, et bornée comme suit: vers le nord par résidu dudit lot numéro trente et un, vers le sud par l'emplacement ci-après décrit en second lieu, vers l'ouest ou le nord-ouest par la route 113 et vers l'est par une ligne parallèle à la limite est de la route 113 passant à deux cents pieds (200 pi) de cette dernière.

2. Une partie du lot numéro trente et un (31 ptie) du rang Huit (8) au cadastre officiel du canton de Senneterre et pouvant se décrire comme suit: partant d'un point situé sur la ligne séparative des lots numéros trente et trente et un desdits rang et canton, à l'intersection de cette ligne séparative avec la limite est de la route 113; ce point de départ étant le coin sud-ouest de l'emplacement présentement vendu, suivre cette ligne séparative en direction est jusqu'à un point situé à l'intersection de cette même ligne séparative avec la limite ouest de l'ancien chemin public Senneterre-Chibougamau; ce dernier point étant le coin sud-est de l'emplacement présentement vendu; de ce dernier point, suivre en direction nord-est la limite ouest de l'ancienne route Senneterre-Chibougamau jusqu'à un point étant le coin sud-est de la propriété de Jean-Marie Demontigny ou acquéreurs subséquents, telle que dé-

crite à l'enregistrement numéro 94063; de ce dernier point, suivre la ligne sud de ladite propriété de monsieur Jean-Marie Demontigny ou acquéreurs subséquents en direction ouest jusqu'à un point étant le coin nord-est de l'emplacement ci-dessus décrit en premier lieu; de ce dernier point, suivre la limite est dudit emplacement décrit en premier lieu jusqu'à un point étant le coin sud-est de cet emplacement décrit en premier lieu; de ce dernier point, suivre la limite sud de l'emplacement décrit en premier lieu en direction ouest sur une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point situé en bordure est de la route 113 et étant le coin sud-ouest de l'emplacement décrit en premier lieu; de ce dernier point, suivre la limite est de la route 113 en direction sud-ouest jusqu'au point de départ; cet immeuble mesure, sans garantie de mesures précises, environ quatre cent trente neuf pieds (439 pi) du côté sud, trois cent soixante-treize pieds (373 pi) du côté est, cent vingt et un pieds (121 pi) du côté nord en allant vers l'est, deux cents pieds (200 pi) du côté nord en allant vers l'ouest, et deux cent quarante pieds (240 pi) du côté ouest en bordure de la route 113, de même que cent cinquante pieds (150 pi) du côté ouest en bordure de l'emplacement ci-dessus décrit en premier lieu. Ce second immeuble est donc borné comme suit: vers le sud, par la ligne séparative entre les lots numéros trente et trente et un desdits rang et canton, vers le nord par résidu dudit lot numéro trente-deux, vers l'est par l'ancienne route Senneterre-Chibougamau, vers l'ouest en partie par la route 113 et en partie par l'emplacement ci-dessus décrit en premier lieu. »

La mise à prix est fixée à 2 174,03 \$, montant que l'adjudicataire devra payer immédiatement au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du shérif du district d'Abitibi (sous réserve toutefois du droit de rétention par le saisissant ou par un créancier hypothécaire, selon l'article 689 du C.P.C.).

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement d'Abitibi, palais de justice, 891, 3^e Rue Ouest, Amos, le MERCREDI DIX-SEPTIÈME jour d'AOUT 1988 à DIX heures TRENTE.

La shérif adjointe,
PAUL GOULET,

Bureau du shérif
Cour supérieure
Amos, le 16 juin 1988

56754

Beauharnois

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauharnois
Nos 760-18-000008-889
760-05-000125-870

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, ville de Sainte-Foy, district de Québec, G1V 4P2, partie demanderesse, contre IRÉNÉE BEAULIEU, domiciliée et résidant au 789, rue Principale, Saint-Rédempteur, district de Beauharnois, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR du bureau de la division d'enregistrement de Vaudreuil, mis en cause.

1. Une ferme située à Saint-Rédempteur, comté de Vaudreuil, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Rédempteur comme étant composée comme suit, savoir:

a) du lot numéro vingt-deux (22); contenant en superficie soixante-quinze arpents. À distraire dudit lot la partie vendue à la Fabrique de la paroisse de Saint-Rédempteur suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de Vaudreuil, sous le numéro 20894, de la soutenance d'un demi-arpent (½) de front sur quatre (4) arpents de profondeur, mesures précises, tenant devant au chemin de la Reine, derrière et d'un côté au résidu dudit lot vingt-deux et d'autre côté au lot vingt et un;

b) du lot numéro vingt-trois (23); contenant en superficie soixante-quinze arpents.

Le tout avec maison, dépendances et autres bâtiments y dessus érigés.

2. Une terre boisée connue et désignée comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-onze (291) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud; contenant en superficie vingt-sept arpents et quarante-cinq perches.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

La mise à prix est fixée à 35 596,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Vaudreuil, 420, boulevard Roche, Vaudreuil, J7V 2N1, le NEUVIÈME jour d'AOÛT 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
GILBERT FOREST

Bureau du shérif
Cour supérieure
Valleyfield, le 6 juin 1988

56777

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauharnois
Nos 760-18-000010-885
760-05-000069-869

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, ville de Sainte-Foy, district de Québec, G1V 4P2, ès qualités de mandataire de la Banque Royale du Canada, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal et un bureau au 169, rue Victoria, Valleyfield, QC, J6T 1A5, partie demanderesse, contre JEAN KRUIJEN, domicilié et résidant au 553, rang du Petit-Brûlé, Rigaud, QC, J0P 1P0, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR du bureau de la division d'enregistrement de Vaudreuil et LA FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE LAIT DU QUÉBEC, 555, boulevard Roland-Therrien, Longueuil, QC, mis en cause.

« Une ferme ayant front sur le rang du Brûlé dans la paroisse de Rigaud, comté de Vaudreuil, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud comme étant composée de:

1. Du lot originaire numéro trois cent dix (310), mesurant trois arpents de largeur en front sur vingt arpents de profondeur, contenant une superficie de soixante arpents carrés.
2. Du lot originaire numéro trois cent onze (311); contenant une superficie de vingt-huit arpents carrés et soixante-cinq perches.
3. Du lot originaire numéro trois cent treize (313); contenant une superficie de un arpent carré et quatre-vingts perches.

Toutes les mesures ci-haut données sont plus ou moins tel qu'il appert audit livre de renvoi.

Avec toutes les bâtisses et érigées portant le numéro d'immeuble 553, rang du Brûlé.

Tel que le tout se trouve ce jour avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, et sujet, lesdits lots, à une servitude en

faveur de Gatineau Power Co. suivant acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 64678 et sujet, le lot numéro 310, à un droit de passage tel qu'établi dans l'acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 103294 et sujet, le lot numéro 313, à un droit de passage tel qu'établi dans l'acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 100283. »

La mise à prix est fixée à 39 113,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Vaudreuil, 420, boulevard Roche, Vaudreuil, le DIX-SEPTIÈME jour d'AOÛT 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
GILBERT FOREST,

Bureau du shérif
Cour supérieure
Valleyfield, le 16 juin 1988

56755

Bonaventure

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Bonaventure
Nos 105-05-000054-862
105-18-000004-886

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, ville de Sainte-Foy, district de Québec, G1V 4P2, ès qualités de mandataire de la Caisse populaire de New Richmond, ayant son siège social au 120, boulevard Perron, New Richmond, partie demanderesse, contre MARIO CYR, domicilié et résidant à New Richmond Station, district de Bonaventure, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR du bureau de la division d'enregistrement de Bonaventure no 1 (New Carlisle), mis en cause.

« Un morceau de terre situé dans la municipalité de New Richmond, comté de Bonaventure, dans le Troisième Rang Ouest (3^e) du canton de New Richmond, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cinq cent quarante-sept (ptie 547) du cadastre officiel pour le canton de New Richmond, première division d'enregistrement de Bonaventure, mesurant trois mille quatre cent quarante-quatre pieds (3 444 pi) de profon-

deur par la largeur du lot et étant borné comme suit: vers le nord-est par le trait-carré entre le Troisième Rang Ouest (3^e) et le Quatrième Rang (4^e) (route), vers le nord-ouest par le lot numéro cinq cent quarante-huit (548), vers le sud-est par le lot numéro cinq cent quarante-six (546) et vers le sud-ouest par une autre partie du lot cinq cent quarante-sept (ptie 547); la ligne sud-ouest dudit lot étant située à plus ou moins trois cents pieds (300 pi) du trait-carré entre le Rang A et le Troisième Rang Ouest (3^e); avec l'ensemble des bâtiments construits sur ledit morceau de terre, circonstances et dépendances. Sauf et à distraire cependant, la partie du lot numéro cinq cent quarante-sept (ptie 547), appartenant à monsieur Ben Campbell aux termes de l'acte de vente enregistré à New Carlisle, le 20 août 1947, sous le numéro 15213 du registre B, volume 42, mesurant cinquante-deux pieds et cinq dixièmes (52,5 pi) sur ses lignes nord-est et sud-ouest et étant borné comme suit: au nord-est par le trait-carré entre le Troisième Rang Ouest (3^e) et le Quatrième Rang (4^e) (route), au nord-ouest par le lot numéro cinq cent quarante-huit (548) et au sud-est et au sud-ouest par la partie du lot numéro cinq cent quarante-sept (ptie 547) décrite au paragraphe ci-dessus. En plus des bâtiments construits sur la partie du lot cinq cent quarante-sept (ptie 547) donnée en garantie en vertu des présentes, le présent acte d'obligation comprenant également sept cents (700) cages à reproduction, deux mille (2 000) cages à fourrure ainsi que le système d'abreuvoirs à acquérir, lesquels sont considérés comme partie intégrante de l'immeuble offert en garantie étant devenus... des immeubles par destination.

La partie du lot numéro cinq cent quarante-sept (ptie 547) est sujette à une servitude en faveur d'Hydro-Québec suivant acte enregistré à New Carlisle, le 5 mai 1980, sous le numéro 41817.

La mise à prix est fixée à 16 514,00 \$ pour le lot 547-P, soit 25 % de l'évaluation municipale multipliée par le facteur établi pour ce rôle que l'adjudicataire devra verser au shérif de Bonaventure, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de New Carlisle, district de Bonaventure, le DIX-HUITIÈME jour d'AOÛT 1988 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
ANTONIN LEBRASSEUR

Bureau du shérif
Cour supérieure
New Carlisle, le 22 juin 1988

56804

Mingan

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Mingan
No 650-05-000143-876
S. 650-18-000013-882

BANQUE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 390, rue Brochu, Sept-Îles, district de Mingan, partie demanderesse, contre RENÉ BOUDREAULT, résidant et domicilié au 540, 76^e Rue Ouest, Charlesbourg, province de Québec, partie défenderesse.

Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision deux du lot originaire seize du rang Un (16-2 rg 1) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton d'Arnaud; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, correspondant à l'adresse d'immeuble 3612, Laure, Sept-Îles.

Conformément à l'article 688 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif au moment de l'adjudication, soit en argent ou par chèque visé fait à l'ordre du ministre des Finances, est de 8 534,50 \$. Ce montant est fixé par le shérif et doit être égal à 25 % de l'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, 425, boulevard Laure, Sept-Îles, le MARDI NEUVIÈME jour d'AOÛT 1988 à DIX heures.

L'officier du shérif,
JEAN TRUCHON

Bureau du shérif
Cour supérieure
Sept-Îles, le 17 juin 1988

56790

Truchon & Truchon, huissiers
724 Bourgeois, local 2
Sept-Îles, QC
Tél.: (418) 962-4966

Montréal

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-12-155436-862

NICOLE COMTOIS (LAPLANTE), domiciliée au 8081, boulevard Newman, appartement 213, ville La-Salle, province de Québec, partie demanderesse, contre JEAN-GUY LAPLANTE, domicilié au 591, rue Maisonneuve, Sainte-Dorothée, Laval, province de Québec, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Laval, mis en cause.

L'immeuble suivant, propriété du défendeur Jean-Guy Laplante et désigné comme suit:

« Un emplacement ayant front sur la rue Maisonneuve à Laval (Sainte-Dorothée), composé du lot numéro cent vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quarante-deux (42-121) au cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée, mesurant quatre-vingt-dix pieds de profondeur (62 pi × 90 pi), le tout mesures anglaises et plus ou moins; avec une maison et ses dépendances dessus érigées et portant le numéro 591 de ladite rue Maisonneuve. Ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes affectant ledit emplacement et spécialement avec et sujet à une servitude qui a été créée en faveur de Bell Canada, et Hydro-Québec suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement, de Laval sous le no 192456 et affectant l'extrême partie nord-est et l'extrême partie nord-ouest de cinq (5) pieds de largeur dudit immeuble. »

La mise à prix est fixée à 22 500,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Laval, 155, boulevard Je-me-Souviens, Laval, QC, le SEIZIÈME jour d'AOÛT 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 23 juin 1988

56792

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal
No 500-02-038994-864

ROYAL TRUST CORPORATION OF CANADA, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 21, avenue Saint-Clair, Toronto, Ontario, M4T 2V7, et ROYAL TRUST COMPANY, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 630, Dorchester Ouest, 6^e étage, ville et district de Montréal, H3B 1S6, partie demanderesse, contre THERESA GORBICZ, résidant et domiciliée au 3210, rue Savard, ville Saint-Laurent, district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

La moitié indivise de l'immeuble de la défenderesse:

« Un terrain donnant sur la rue Savard à Saint-Laurent, terrain désigné sur le cadastre de la paroisse de Saint-Laurent comme étant la subdivision numéro quatre cent six du lot originaire numéro quatre-vingt-six (86-406); avec le bâtiment qui s'y trouve, portant le numéro 3210 de la rue Savard, bâtiment dont les murs latéraux ainsi que les murs inférieurs avant et arrière sont mitoyens. Ce fonds est assujéti à un règlement de zonage établi à l'égard de l'aéroport de Cartierville, le tout conformément à un plan déposé au bureau d'enregistrement de Montréal le trente et un mai mil neuf cent soixante-trois, sous le numéro 1674804. Il existe aussi, au profit et à la charge de ce fonds, des servitudes de vue réciproques, et ce en vertu d'un acte d'établissement de servitudes reçu par le notaire soussigné le vingt-huit janvier mil neuf cent soixante-douze et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 2327857. Ce fonds est grevé en outre d'une servitude établie au profit d'Hydro-Québec et de Bell Canada en vertu d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 2332839. Le tout en l'état où il se trouve actuellement, avec les droits y rattachés et avec ses dépendances, sans exception ni réserve. »

La mise à prix est fixée à 11 914,00 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale de la moitié indivise de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Anoine Est, local 3.03, le ONZIÈME jour d'AOÛT 1988 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 21 juin 1988

56793

Terrebonne

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour fédérale du Canada — District de Terrebonne
No T-3462-80

Dans l'affaire de la Loi de l'impôt sur le revenu, du Régime de pensions du Canada, de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, et dans l'affaire d'une cotisation ou des cotisations établies par le ministre du Revenu national en vertu d'une ou plusieurs des lois suivantes: la Loi de l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada et la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, partie demanderesse, contre BASILE GIANOULIAS, domicilié et résidant au 6660, Étienne-Bouchard, ville de Saint-Léonard, QC, partie défenderesse.

« Cet emplacement situé dans la municipalité de Shawbridge (Lesage), connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision du lot originaire numéro trois cent trente-quatre (334-2) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme, division d'enregistrement de Terrebonne et ayant une superficie de vingt-trois mille neuf cent vingt-huit pieds carrés (23 928 pi²), mesures anglaises et plus ou moins; avec bâtisse y érigée portant le numéro d'immeuble 2855, boulevard Labelle. Tel que tout est amplement montré sur le plan numéro C1221, préparé par Luc Jarry, arpenteur-géomètre, le onze (11) août mille neuf cent soixante-dix-sept (1977) et accompagnant un certificat de localisation préparé par le même arpenteur-géomètre, à la même date et portant le même numéro. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

La mise à prix est fixée à 15 604,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le DOUZIÈME jour d'AOÛT 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 14 juin 1988

56756

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Terrebonne
No 700-02-001482-869

LA CORPORATION MUNICIPALE DE SAINTE-AGATHE-SUD, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1700, rue Principale Est, Sainte-Agathe-Sud, QC, partie demanderesse, contre HANS VERMOLEN, domicilié et résidant au 145, Pointe Drive HW, Calgary, Alberta, partie défenderesse.

« Un emplacement situé à Sainte-Agathe-Sud, connu et désigné comme étant le lot numéro cent dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (no 7-119) Neuvième Rang, canton de Morin, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-Sud, division d'enregistrement de Terrebonne. Tel que le tout se trouve actuellement avec toute servitude active ou passive, apparente ou occulte attachée audit immeuble. »

La mise à prix est fixée à 4 031,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le DOUZIÈME jour d'AOÛT 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 14 juin 1988

56757

Ventes pour taxes, avis de publication

Ville de Saint-Eustache

Conformément à l'article 514 de la Loi sur les cités et villes, avis est, par la présente, donné par le soussigné, greffier de la susdite ville, que la liste des immeubles à être vendus pour non-paiement de taxes et l'avis l'accompagnant, ont été publiés au journal « L'Éveil », les 19 et 26 juin 1988.

Saint-Eustache, le 27 juin 1988

56778

Le greffier,
GILLES GOUGEON

Erratum

WALTER KIDDE & COMPAGNIE DU CANADA, LTÉE

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il corrige l'avis concernant la délivrance d'un certificat de continuation, paru à la *Gazette officielle du Québec* le 1988 05 21, à la page 1886, du numéro 21, relativement à « WALTER KIDDE & COMPAGNIE DU CANADA, LTÉE », de façon à ce que la date de constitution se lise: 1988 04 16.

482

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
1135-2622

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DU SPORT ÉTUDIANT

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il corrige l'avis concernant les lettres patentes de fusion, paru à la *Gazette officielle du Québec* le 1988 05 21, à la page 1906, du numéro 21, relativement à « FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DU SPORT ÉTUDIANT », de façon à ce que la date de constitution se lise: 1988 03 31.

482

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2448-6150

POURQUOI CHERCHER?



Répertoire des municipalités du Québec, Édition 1988

Le répertoire des municipalités du Québec contient toutes les informations pratiques sur l'administration municipale, dont :

- des données sur la population et la superficie du territoire de chaque municipalité;
- des toponymes et gentils usuels;
- des renseignements sur les organismes supra-municipaux;
- les noms des membres du conseil et des responsables des services municipaux.

Un instrument privilégié pour les décideurs ou les observateurs du domaine municipal.

Ministère des Affaires municipales
1988 - 936 pages
EQQ 24444-2

29.95 \$

En vente dans nos librairies,
chez nos concessionnaires,
par commande postale
et chez votre libraire habituel.

Les Publications du Québec
C. P. 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

Québec 

Vente et informations :
(418) 643-5150
(sans frais) 1-800-463-2100



Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

